



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



7 Fevriye 1986,
7 Fevriye 2013,
27 lane aprè nou
pa dwe dòmi bliye !
Page 6



CARNAVAL 2013: CARTON ROUGE À MARTELLY !

Wendell Polyntice

Voir page 4

Juste devant le Stand Carnavalesque de Martelly, les masses populaires brandissant leur carton rouge pour lui signifier de prendre la porte aux cris de ABA Martelly, Aba Kanaval Grangou sous les refrains de la meringue Aloral de Brother's Posse

English
Page 9



Arnold Antonin
rend hommage à
Gérard Gourgue?

Page 7



L'assassinat de
Chokri Belaid
est une attaque
contre la gauche
tunisienne !

Page 10



AU CAP : DÉSAGRÉABLES SURPRISES !

Voir page 4

Dans une représentation au Palais Sans Souci, Martelly et sa femme en robes et costumes somptueux pour un carnaval. Que de milliers de dollars volatilisés pendant que les masses haïtiennes crèvent de faim et de besoins



Démission de
Benoît XVI, la fin
d'un pape très
conservateur !

Page 17

Considérations éclairantes sur une dictature naissante !

Par Berthony Dupont

Le carnaval d'exclusion vient de prendre fin au Cap-Haïtien. La brutale décision prise par Martelly d'éliminer des défilés certains groupes musicaux, ne devrait-elle pas susciter chez nous cette appréhension qui, depuis bien longtemps déjà nous hante ? Ne devient-il pas plus que nécessaire de presser le pas, de façon à accentuer la lutte pour balayer le pays des résidus du fascisme duvalérien ? Déchets qui ont donné naissance à la kyrielle de monstres qui parsèment encore le milieu politique et social et qui ressurgissent mordicus pour revenir au temps de la censure.

Hier encore, les faits parlaient d'eux-mêmes. Point n'est besoin de s'interroger longuement pour saisir que le régime de Martelly-Lamothe avec ses poussées indécentes de désinvolte étalage de pouvoir s'est décidé à reconduire un système qui a fait la honte du pays et qui continue à symboliser tous les maux dont souffre le peuple haïtien. Avec des fantoches à la direction du pays, nous retrouvons la même arrogance d'antan, la même soif dictatoriale duvalériste tandis que la Communauté internationale, particulièrement les Etats-Unis, les appuient en les baptisant de « démocratiques » au point d'attendre d'eux l'organisation d'élections « crédibles et honnêtes ».

Quelle incroyable hypocrisie derrière cette déclaration de l'administration américaine, vu qu'elle sait mieux que nous autres, que ces mercenaires élevés à son école n'ont aucune volonté de changement. Et c'est justement avec l'assurance qu'ils n'avaient même pas une quelconque velléité de changer les choses, qu'ils ont été littéralement placés à la tête du pays. Ce fut le résultat d'un scénario patiemment élaboré et mis en œuvre par les stratèges impériaux. Qui peut en dire le contraire ?

Vouloir nous faire avaler la pilule amère du carnaval 2013, tout comme tant d'autres actions préalables de ce gouvernement ne sont que des signes annonciateurs de ce que demain sera fait. C'est de nature à démontrer la face cachée de la lune dictatoriale de Martelly. Alors, comment faire confiance à un régime qui n'accepte pas la moindre critique. Si les méringues carnavalesques qui traduisent les moindres revendications et frustrations de la population ont été exclues par le pouvoir avec tant de hargne, quel serait le sort des partis ou organisations politiques capables d'entraîner des milliers de gens lors de carnivals électoraux qui voudraient dénoncer le régime ?

Dans ces conditions, ce n'est pas une question d'élections libres, honnêtes crédibles ou non qui devrait nous préoccuper comme il l'est pour les puissances impériales exploiteuses. A l'heure actuelle, il faut le dire haut et fort : Martelly, Lamothe et leurs cliques de trafiquants de tous bords n'ont aucune légitimité ni compétence pour organiser quoi que ce soit. Et leur dictatoriale intervention en interdisant la participation au carnaval du Cap à des groupes musicaux politiquement hostiles au régime en est la preuve la plus palpable.

Le pire c'est que le fait de les laisser faire comme bon leur semble sans une réaction à la mesure de leur forfaiture va leur laisser les coudées franches pour entreprendre de nouvelles exactions anti-

populaires et répressives pour maîtriser le peuple et le bâillonner. L'audace incroyable de Lamothe nous le fait pressentir. Se frottant les mains d'une prétendue popularité il fait savoir que « *Bien qu'il existe une tradition de la critique et de protestation dans la musique du Carnaval, il est également intéressant de noter que dans un récent sondage national, géré de manière indépendante, plus de 70% des Haïtiens interrogés disent avoir confiance dans le Gouvernement, nonobstant les graves difficultés auxquelles est confronté le pays* »

Mais si la Communauté Internationale veut d'un réel changement en Haïti, au lieu de parler d'élections sous un gouvernement corrompu, elle devrait plutôt demander des comptes sur des dossiers brûlants restés sans réponse depuis longtemps et qui sont d'une importance capitale pour l'avancement, le renforcement de la démocratie et l'état de droit dans n'importe quel Etat sérieux. Ainsi, les questions de corruption et de viol ne peuvent pas rester sous silence, de même que le dossier du kidnapping que le pouvoir cherche à nous faire oublier, alors que son entourage est hautement cité dans la bande à Clifford Brandt en prison dorée à la Croix des Bouquets.

En réalité, il s'agit de percer le véritable dessein des autorités internationales à travers cette affaire d'élections qu'elles agitent comme une chance à prendre ou qui passe pour Haïti, alors que cette manœuvre ne vise évidemment qu'à jeter de la poudre aux yeux de la population, puisqu'on ne voit que difficilement comment confier à ces hommes corrompus le soin d'organiser des élections dans le pays. Ce régime de terreur dont Martelly vient de jeter les bases, de connivence avec son Premier ministre pour préparer des élections qui ne seront qu'une simulation, un spectacle, un profond mépris pour les masses populaires, n'est autre chose que violence contre les exclus qui crient et réclament justice, dénoncent les inégalités sociales, et exigent une réforme économique profonde et radicale.

Dans cette même veine, nous lançons un appel patriotique aux dirigeants du Parti Fanmi Lavalas. Qu'ils se ressaisissent pour ne point se laisser emporter par la fièvre électorale-piège en cours. Déjà cette question d'élections, en guise de renforcer le mouvement, ne cesse de l'affaiblir compte tenu des luttes intestines opportunistes entre différents aspirants à des postes électifs.

Déjà un opportuniste patenté en la personne de l'ancien candidat à la présidence Jean-Henri Céant, ami personnel de Martelly manipule beaucoup d'individus à son service au sein du parti Lavalas. Il est même allé jusqu'à concocter, avec le ministre de la Justice de Martelly, Jean Rennel Sanon, des manigances pour alimenter des persécutions contre l'ancien président Jean Bertrand Aristide ; l'idée étant de mettre ce dernier le dos au mur par des manœuvres malhonnêtes étayant sa soif de devenir le leader du mouvement Lavalas. Bref, faites attention Messieurs, il y a danger dans la maison !

Alors, nous ne sommes nullement gênés de dire que le peuple haïtien en a marre de ces dirigeants sans scrupules. Seule la lutte contre l'impérialisme lui rendra ce qui est de son droit, ce qui est son dû afin qu'il décide lui-même de son destin pour une souveraineté nationale qui garantisse grandement les intérêts des masses défavorisées.

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haïti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAÏTI
Wendell Polynice
Daniel Tercier

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jean-Claude Cajou
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudiel C. Loiseau
Anthony Mompérouse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514) 727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
718-713-6863 • 647-499-6008
computertrusting@gmail.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Bulletin d'Abonnement

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Ville: _____

Etat/Pays: _____

Zip Code/Code Postal: _____

Tél: _____

E-mail: _____

Modalités de paiement

Montant : \$ _____

Chèque Mandat bancaire

Carte de crédit

Numéro : _____

Date d'expiration : _____ / _____

Code de sécurité : _____

Tarifs d'abonnements

Etats-Unis

Première Classe
 \$80 pour un an
 \$42 pour six mois

Canada

\$125 pour un an
 \$65 pour six mois

Europe

\$150 pour un an
 \$80 pour six mois

Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes

\$140 pour un an
 \$80 pour six mois

Afrique

\$150 pour un an
 \$85 pour six mois

Au camarade Guerby Dujour !

Par Féquière Guerrier Auguste

Port-au-Prince, le lundi 11 février 2013

Votre article intitulé «Aristide: un leadership se reconfirme un idéal se maintient-Marvel Dandin ne s'y oppose pas, mais...», paru dans le volume 6 # 27 du 16 au 22 janvier 2013 du journal Haïti Liberté est très à propos.

Je me demandais toujours pourquoi cet individu ne rate-t-il jamais une occasion pour s'attaquer à Lavallas, et plus particulièrement au président Aristide. Merci mon cher, au nom des masses, de le lui avoir fait comprendre. Il appartient donc bien à cette catégorie de parvenus qui une fois arrivés au sommet, grâce à un bienfaiteur, ne pensent en retour qu'à le détruire !

Par contre, il ne pipera jamais mot sur les exactions de Guy Philippe, Winter Etienne ou de Louis Jodel Chamblain et tous les autres GNBiste de même acabit à travers le Plateau Central, plus précisément à Pédernales ou est tombé sous leurs balles assassines la petite Nathalie Souverain, âgée de 17 ans : sept projectiles dans le vagin !! Ah, monsieur Dandin, mille fois dingue, n'a rien vu curieusement, ni entendu de ce côté. De même, aucun regret, au contraire de ce qui s'est passé en l'Eglise Saint-Pierre de Pétienville, à l'occasion des obsèques du journaliste Jacques Roches dont la planification de son assassinat fut injustement attribuée au révérend père Gérard Jean Juste.



Le révérend père Gérard Jean Juste

Rappelons que celui-ci a été sauvagement battu par le gang à Hervé Saintilus, Lucmane Delile et Ernest Harryson, avant d'être conduit au commissariat par les autorités, y compris celles dites « religieuses », non pour protection, mais pour emprisonnement. Tel fut le point de départ d'une longue péripétie qui a abouti à la disparition de Jerry qui, parallèlement aura passé toute sa vie à défendre ce premier droit de l'homme.

Qu'en dites-vous Marvel ? Au fait, tout comme Delile, vous aimeriez bien, à regarder la photo, aller faire la causette avec le géant, men wa yan !

Vive la lutte des classes seules motrices de développement de l'histoire !

Salut Guerby ainsi qu'à toute l'équipe d'Haïti-Liberté !

Décharge d'armes automatiques sur un véhicule au centre-ville, 2 morts et une blessée grave

Par Jackson Rateau

Dans l'après-midi du mardi 5 Février, aux environs de 2:30 H, à l'angle du Boulevard Jean Jacques Dessalines et de la Rue Paul VI, centre-ville de Port-Au-Prince, des bandits lourdement armés à bord d'une voiture identifiée par une plaque d'immatriculation officielle, ont ouvert le feu sur un véhicule de transport public, causant un lourd bilan

de 2 morts et une blessée grave. Deux jeunes compatriotes haïtiens répondant aux noms de Jerry Lacroix et Marc Lacroix, âgés tous les deux de 22 ans et qui se trouvaient à bord du véhicule de transport, ont été froidement tués.

Une autre passagère, Roseline Jean Ville, elle aussi à bord du véhicule, a été grièvement blessée de deux balles à la jambe. Après constat légal, les cadavres ont été enlevés, tandis que la blessée a été transportée d'urgence

à l'hôpital par une patrouille policière, selon le porte parole de la PNH, Frantz Lerebours. Par ailleurs, dans la matinée du jeudi 7 Février dernier, à Fontamara 27, Rue Blanchet, proche d'une école publique, un jeune homme non identifié a été lynché par la population de la zone qui l'a brûlé vif. Les causes de ce lynchage n'ont pas été révélées. Le cadavre calciné qui a passé toute la journée sur la chaussée a révolté les habitants de la localité.

Haïti-République Dominicaine : Qu'est-ce qui se dissimule derrière les accords signés ?

Par Thomas Péralte

Durant ces derniers jours, Haïti et la République Dominicaine ont signé des accords d'entente de travail portant sur plusieurs domaines : énergie, développement économique et social, infrastructures dans les zones frontalières. Le président dominicain Danielo Medina se rendra en Haïti au cours du mois de février, l'objectif de cette visite n'a pas encore été rendu public.

En dépit des relations de bon voisinage entre les gouvernements des deux (2) pays d'une même Ile, les Haïtiens continuent d'être victimes d'abus de toutes sortes de la part des autorités dominicaines, tant qu'au niveau des



Le sénateur Moïse Jean-Charles

points frontaliers que sur le territoire même de la République Dominicaine. Les autorités haïtiennes ne manifestent aucune volonté réelle pour aider les

compatriotes à défendre leurs droits. On profite toujours de la situation irrégulière pour les exploiter et violer leurs droits.

En effet, à la fin du mois de janvier 2013, le sénateur Moïse Jean-Charles a dénoncé l'accord signé entre les gouvernements haïtien et dominicain pour interconnecter leurs systèmes énergétiques. Selon les termes de cet accord, les deux pays chercheraient à créer un marché d'environ 20 millions de personnes et de dynamiser davantage le secteur de la production et de la distribution du courant électrique. Il est également prévu que si un problème survient dans un des deux pays, le

Suite à la page (14)



Samantha Valentin

Nou pale Kreyól



104-05, Liberty Avenue, Ozone Park, NY 11417

Ph: 718-577-0711

CONSULTATION GRATUITE

Rendez-vous le soir et les weekends

Nous Offrons de Fraies Raisonnables. Paiements par Tranches



* TEMPORARY PROTECTED STATUS (TPS)

* MARRIAGE BASED IMMIGRATION

(YOU MAY BE ELIGIBLE FOR A GREENCARD EVEN IF YOU ENTERED ON SOMEONE ELSE'S PASSPORT, IF YOU MARRY A CITIZEN)

* DEPORTATION/ CRIMINAL IMMIGRATION/

FEDERAL IMMIGRATION CASES

* POLITICAL ASYLUM

* BATTERED SPOUSES

(IF YOU ARE A VICTIM OF ABUSE FROM YOUR SPOUSE, WE CAN HELP YOU)

* CITIZENSHIP

(WE CAN HELP YOU TO BECOME A U.S. CITIZEN BY PREPARING YOU FOR THE EXAM AND ACCOMPANYING YOU TO THE INTERVIEW)

* SPONSORING YOUR RELATIVES

* CRIMINAL

(WE CAN ASSIST YOU WITH ALL YOUR CRIMINAL MATTERS.)

* BANKRUPTCY

(YOU MAY BE ABLE TO GET RID OF ALL YOUR DEBTS INCLUDING CREDIT CARD PAYMENTS, JUDGMENTS, COURT ORDERED GARNISHMENTS BY FILING BANKRUPTCY. WE HAVE HELPED MANY INDIVIDUALS, WHEREIN THEY DID NOT HAVE TO PAY THEIR CREDITORS BY FILING BANKRUPTCY)

* DIVORCE & FAMILY LAW

(UNCONTESTED & CONTESTED DIVORCE; ORDER OF PROTECTION, MAINTENANCE, CHILD SUPPORT AND CUSTODY ISSUES)

Au Cap : Désagréables surprises !

Par J. Fatal Piard

«Rien n'est plus dangereux que lorsque l'ignorance et l'intolérance sont armées de pouvoir.» **Voltaire**

Point n'est besoin d'élaborer longuement autour de cette pensée sus citée. La détermination de l'exécutif d'interdire formellement aux formations musicales non alignées de prendre part et même à Loral de participer à ces récentes festivités carnavalesques, suffit amplement pour nous édifier. Du train où vont l'ignorance, l'intolérance, l'arrogance et l'exclusion, l'on doit s'attendre aux pires catastrophes tant économiques, sociales, culturelles, qu'humaines.

A coup de tapages médiatiques ardemment orchestrés, le président du comité du carnaval 2013 qui a officiellement pour thème « Yon Ayisyen yon pye bwa », avait annoncé bien des surprises. Si l'on en croit les propos ronflants de Monsieur Gilbert Bailly, l'on devrait s'attendre à ce que ces festivités populaires à haute teneur culturelle ne soient qu'une kyrielle de surprises les unes plus surprenantes que les autres.

Déjà, le choix en ti koulout des groupes des ti zannmi, matchòpwèl et autres kòkòday honteusement versés dans une excessive apologie du pouvoir, au détriment de groupes anticonformistes, était loin d'être une surprise. A travers ces exclusions non justifiées, l'on devrait déjà déceler une forme camouflée de censure qui ne dit pas son nom. Comme annoncé dans notre article traitant du carnaval paru la semaine précédente, «Tout gwoup ki konprann pou yo mate prezidan Martelly, Gilbert Bailly ap mate yo tou». Misye voye yo anlà, li fè espè l bliye atrap yo.

Seuls les naïfs ne savent pas que ce cas de figure n'est qu'une stratégie en plus des classes dominantes pour mettre en œuvre leur politique d'exclusion. C'est ce qui justifie que depuis plus de deux siècles, elles n'ont jamais reculé même devant la révoltante marginalisation de notre souveraineté pour contraindre les masses populaires à croupir dans la crasse et la misère inhumaine sur fond d'insoutenables injustices.

C'est dans cette logique que les bottes putrides de la Minustah Choléra foulent depuis 9 ans notre dignité de peuple libre. Qu'est ce qui pourrait justifier la présence de ces tueurs à gage internationaux? Auteurs d'inimaginables exactions, de vols, de viols et de violations systématiques de droits humains, leur mission inavouée consiste essentiellement à contenir même dans le sang toute velléité de changement dans le quotidien de ces exclus historiques.

Bravo Gilbert Bailly

«Encore une fois, c'est dur. Les gens inventent leurs propres nouvelles. Et ça crée des problèmes». Déclarations Aloral d'un Gilbert Bailly au faite d'une



Gilbert Bailly

abjecte supercherie. Ala mesye gen je chèch papa !!! Rappelons que deux mois à peine ce même Gilbert Bailly, sur toutes les stations de radio de la capitale, s'en prenait vertement au président Martelly. Bailly au bord d'une crise de nerfs sur fond de remords volumineux, rendait l'équipe Martelly responsable de tous les maux du pays. La cause ? Sa soumission n'a pas été retenue pour fournir des «services» à un CEP qui n'existe qu'à travers des scandales de Kadejak. Jounen jodi a se menm Gilbert Bailly sa a k ap kale kò l nan tèt kale k ap ba moun mato.

Ahhhh ! Ces petits bourgeois sans mémoire, de quoi ne sont ils pas capables ? Même notre devin national Antwan nan Gonmye pap ka wè l. Jusqu'au mardi 5 février, cet expert en manipulation d'opinion s'était ardemment évertué à entretenir une parfaite confusion quant à la participation du groupe carnavalesque à la merengue la plus populaire Brothers Possy. Des voix à travers des émissions de radio à micro ouvert dénonçaient ouvertement le consortium Martelly, (père, mère, fils, filles et malentendus), qui d'une façon autocratique a censuré le carnaval de Don Kato.

Ainsi, l'équipe au pouvoir vient de prouver que sa mission fondamentale consiste à pérenniser cette insoutenable discrimination qu'on croyait pourtant résolue depuis 7 février 1986. L'attitude d'exécutant de Gilbert Bailly, prototype de petits bourgeois réactionnaire, chargé de la mise en œuvre de cette politique d'exclusion, le démontre être plus royaliste que ni le roi, ni la reine, ni les princes, ni les princesses, ni les ducs, ni les duchesses mis ensemble.

Des sondages ont pourtant révélé qu'entre le 28 janvier et le 7 février, Aloral, la merengue la plus écoutée a connu au moins 700 diffusions. Il convient de rappeler que ces chiffres ne concernaient que les stations de radios de la capitale. Que dire alors de celles d'autres villes ? Et, assurément le commun des mortels, par suite d'un jugement raisonné, n'a pu que se rendre à l'évidence.

L'ordre d'exclure ces formations musicales rebelles vient directement de la présidence comme il en a fait l'aveu sur

Suite à la page (12)

Carnaval 2013: Carton Rouge à Martelly!

Par Isabelle L. Papillon

Les festivités carnavalesques se sont déroulées cette année au Cap-Haïtien, Nord du pays. La réalisation de l'édition du carnaval 2013 dans la deuxième ville du pays est, sans nul doute, une décision politique prise par le président Martelly pour essayer de mater l'élan de mobilisation de la population du Nord., vu que la majorité d'opposants farouches au régime d'extrême droite kaletèt, de Martelly-Lamothe se trouvent dans le Nord du pays. Cette année, il n'y a aucune excuse réelle pour que ces festivités ne se déroulent à Port-au-Prince, puisqu'il n'y a plus de gens sous les tentes au Champ-de-Mars. La raison avancée, c'est qu'on veut décentraliser le carnaval, quand pourtant le principe de décentralisation introduit par la constitution haïtienne n'a jamais été respecté. On peut citer comme exemple la non-réalisation des élections des Collectivités territoriales et la non-mise en place des structures de décentralisation des institutions.

En fait, cette année, l'exclusion l'emporte sur la raison, parce que certaines villes, telles : Jacmel, Cayes, Petit-Goâve, Pétion-ville, Delmas et Cap-Haïtien ont bénéficié des largesses du pouvoir en place pour organiser le carnaval, tandis qu'à Port-au-Prince, plume ne bouge et la ville est morte. Le gouvernement Martelly-Lamothe par l'intermédiaire de son agent intérimaire de Port-au-Prince a pris un communiqué interdisant toutes les activités de ce genre à la capitale et ses environs durant les trois (3) jours gras.

Le ministère de la Justice, de son côté, a lancé une mise en garde contre tous les détracteurs du pouvoir dont leurs groupes carnavalesques sont censurés par le président Martelly lui-même. Dans une note datée du 10 février, Me Jean RenelSanon, le Ministre de la Justice et de la Sécurité Publiques, indique que « dans le souci de préserver les acquis de l'État de Droit, il est de notre devoir de rappeler à tout un chacun, que la législation pénale haïtienne punit sévèrement la diffamation, les menaces et les incitations à la violence. Ainsi, les auteurs tant matériels qu'intellectuels de tels actes répréhensibles tomberont-ils sous le coup des dispositions des articles 64, 313 et 321 du Code pénal haïtien, ainsi que les articles 18, 22 et 23 du Décret du 31 juillet 1986 sur la presse et la répression des délits de presse. Le Ministère de la Justice, croit fermement que l'intolérance et la violence sont totalement incompatibles avec les valeurs démocratiques auxquelles nous nous attachons tous. »

Les groupes musicaux dont les chansons traduisent fidèlement la réalité politique, économique et sociale du pays, la mauvaise gouvernance du régime Tètka, la corruption qui gangrène les institutions et l'impunité qui fait rage dans la société ont été formellement



Le Stand Carnavalesque de la Présidence

interdits de participer au défilé carnavalesque au Cap-Haïtien. C'est le cas des groupes : Brother's Posse de Don Kato, sa méringue ayant pour titre « Aloral » ; Ram de Richard Morse, sa méringue est titrée « men bwa w » ; Kanpèch de Fredo dont la méringue a pour titre « Nou pap ka mate l » ; Boukman Eksperyans avec son « Pioutpiout » de Barnabe et Lòlò, ce dernier ayant été repêché par la force des choses pour participer enfin au défilé, mais avec beaucoup de difficultés, puisque le premier jour des défilés il est sorti très en retard, faute de carburant, disait-on.

Dans la foulée, un fait est certain c'est qu'un président de la République, qui devrait être au-dessus de la mêlée, a décidé d'exclure des groupes du défilé carnavalesque. Il a fait cette déclaration le vendredi 8 février, deux (2) jours avant le déroulement de la cérémonie du carnaval 2013 sur les ondes d'une station de la capitale. « La décision d'exclure certains groupes dont Brother's Posse du défilé carnavalesque a été prise par moi-même », a déclaré Michel Joseph Martelly.

Alors que pourtant, le président du comité organisateur du Carnaval national, Gilbert Bailly a informé que cette décision a été prise à l'issue d'un vote effectué par cette entité. Ce comité ne donne-t-il pas raison à ceux qui l'ont qualifié de caisse de résonance du Palais national? Il y en a qui se sont même montrés très acides vis-à-vis des membres dudit comité jusqu'à les taxer de « sous-hommes et de sous-femmes », pour s'être pliés basement sous cette décision unilatérale et arbitraire. S'agit-il maintenant du début du bâillonnement de la liberté d'expression en Haïti?

L'exclusion des groupes musicaux ne fait pas bon ménage avec le thème du carnaval 2013 : « Yon ayisyen, yon pyebwa, an n pote kole ou istwa n se idantite n. » Par ce thème, on prétend rassembler tous les Haïtiens dans un véritable « Konbit » de solidarité et de fraternité, en se servant de la culture du peuple haïtien pour le reboisement du pays et en même temps on exclut d'autres Haïtiens, entel pa ladan l. Le pire c'est qu'on est même arrivé à faire des pressions sur les sponsors de ces groupes pour qu'ils ne trouvent pas de financement cette année. C'est une violation grave de la liberté d'expression et une menace pour la démocratie en Haïti. Dans un système démocratique tout le monde peut s'exprimer librement, sans aucune forme de restriction arbitraire. Autrefois, Michel Martelly alias Sweet-Micky s'exprimait librement dans ses méringues carnavalesques. N'y a-t-il pas raison de dire que sous le régime kaletèt-tètka de Michel Martelly la démocratie a fait marche arrière. Aucun chef d'Etat de 1986 à 2011 n'est intervenu aussi brutalement dans les activités carnavalesques pour censurer certains groupes qui ne font pas plaisir à certains intérêts.

En fin, en prélude du déroulement des festivités dans le Nord du pays, un bal des reines s'est déroulé le samedi soir au Palais Sans Souci, à Milot avec des tenues vestimentaires rappelant la période coloniale, alors qu'Haïti vient

de commémorer le 209^e anniversaire de son indépendance, mettant ainsi fin à une tranche d'histoire très douloureuse pour notre peuple héroïque. Aujourd'hui, des individus qui n'ont aucun sens de l'histoire se transforment en une caisse de résonance des anciens colons. La cérémonie s'est déroulée dans un décor historique rappelant la période du dix-neuvième siècle en Haïti. Le Couple présidentiel, des officiels du gouvernement, le Maire de Milot, des parlementaires, des membres du comité national et ceux du comité régional du carnaval national du Cap-Haïtien et d'autres personnalités se sont parés de costumes d'époque coloniale conformément au protocole établi.

Selon Stéphanie BalmirVilledrouin, la Ministre du Tourisme, cette soirée réalisée dans l'ancien Royaume du Nord, ramène le peuple haïtien au souvenir de son histoire et à la célébration de notre humanité retrouvée. Elle croit que cet événement sera bénéfique pour tout le pays et en a profité pour adresser ses félicitations aux organisateurs d'avoir pensé à faire revivre ce moment historique. Quel moment d'histoire ! Le moment historique où les colons-maitres terrorisaient les esclaves- travailleurs. Nous n'en sommes plus à cette époque, puisque le temps est révolu à jamais. Un dicton haïtien disait : « Après bal tanbou lou ». Après le carnaval le temps sera venu pour que le peuple dise non à l'exclusion, non à l'arbitraire, non à la violation de la liberté d'expression, non au chômage, non à la corruption, non au mensonge.

Et, déjà au cours du deuxième jour gras, des militants de diverses organisations du Nord, formant une bande à pied, ont manifesté leur mécontentement vis-à-vis du gouvernement, durant le défilé, a indiqué l'agence en ligne Alter-Press. Avec cartons rouges en main, les manifestants ont défilé sur tout le parcours pour dénoncer ce qu'ils appellent un « carnaval importé et exclusiviste » imposé par le président Michel Martelly.

Selon ces protestataires, les personnes-ressources capoises auraient été exclues de l'organisation des festivités « importées » et le chef de l'État a affiché une « omniprésence autoritaire ». Les autorités locales auraient été mises à l'écart dans l'organisation du carnaval, ont dénoncé les protestataires. Le comité départemental qui, théoriquement devait recevoir le carnaval dit national en 2013, n'aurait eu aucun pouvoir de décision en réalité, a expliqué un délégué de ville: « On a fait venir des port-au-princiens au Cap pour organiser le carnaval en dehors de la participation des capoises et capois », s'est-il insurgé, croyant que cette politique du pouvoir vaut un carton rouge.

Les deux ténors du monde musical régional, Septentrional et Tropicana, auraient été sélectionnés à cause de leur renommée nationale et internationale, a-t-il fait remarquer. Les accointances auraient joué en faveur de l'autre formation « Anbyans », selon ce qu'il a ajouté. « On nous a imposé » des groupes qui n'ont « rien à voir avec la culture capoise. La culture régionale d'une population fait partie de son identité », a-t-il avancé.

Suite à la page (14)

Soleil Radio d'Haïti

Radio Soleil d'Haïti

Nouvelles • Opinion
Analyse • Musique

www.radiosoleil.com

1622 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226

(718) 693-1025
(718) 693-5100
(718) 693-7806

Vote Councilman

JEAN RODRIGUE MARCELLUS

for
MAYOR

CITY OF NORTH MIAMI

www.jeanmarcellus.org
victory@jeanmarcellus.org

(786) 290-6619

OPTIMUM inter
93.1 FM SCA

Radio Optimum - 93.1 sca

La direction et le personnel de la Radio Optimum remercient chaleureusement leur audience et annoncent à tous ceux qui ont perdu leur contact que depuis plus de deux ans, la Radio Optimum travaille quotidiennement sur la fréquence de 93.1 sca.

Vous avez aussi la possibilité de la capter sur le site www.radio-optimum.com et bientôt sur www.radiooptimuminter.com

Captez chaque jour, à toutes les heures le 93.1 sca.

Martelly, men Kato ! Martelly a-t-il peur ou «est-il peur» ?

Par Fanfan la Tulipe

Un jour pour le chasseur, un jour pour le gibier

Au temps de mon adolescence et de mes jeunes années en Haïti, je m'intéressais comme tout bon haïtien au football. J'avouerai cependant que je n'étais pas un «fanatique» d'une équipe en particulier. Ancien élève de St. Louis de Gonzague, j'avais toutefois un léger penchant pour le Violette qui comptait Gérard Haig dans sa formation. J'avais aussi un léger penchant pour le Victory, équipe du Bas-Peu-de-Choses où j'ai longtemps habité, parce que cette équipe avait dans ses rangs un Jacques Leroy, ancien de St. Louis et aussi un parent à moi par alliance. D'ailleurs, je n'allais pas régulièrement assister aux matchs, ayant toujours été convaincu que le facteur chance y est pour quelque chose sinon pour beaucoup lorsqu'une équipe gagne ou perd. Vraiment pas de quoi s'émousser, encore moins faire des paris.

Or, il arriva qu'une fois, lors d'un match entre L'Excelsior dont le gardien de but était, à l'époque, Roland Lacossade, ce dernier avait encaissé, à la vitesse de l'éclair et sans se rendre compte de ce qui s'était passé, deux buts à la suite de deux tirs étourdissants à la Pelé dont «Ti Haig» avait le secret. Il paraît que depuis, Lacossade avait développé une peur de Haig frisant la paranoïa, au point que parmi les fans du Violette on ne ratait jamais l'occasion de taquiner le gardien de l'Excelsior, de lui rappeler que l'attaquant du Violette avait une fois «chiré» ses filets. On disait alors: Lacossade, *men ti Haig* !

C'était dans les années 50. Dans le monde du ballon rond, je comprends très bien la plaisanterie caponnaute à l'adresse de Lacossade. Mais je ne me serais jamais imaginé que quelque soixante ans plus tard, j'aurais l'occasion de voir un président de la république – et, ma parole, quel président ! – caponné par un artiste rasta, populaire musicien de carnaval. Mais oui, Michel Joseph Martelly, musicien lui aussi de son état, aujourd'hui président discrédité, débiné, déconsidéré, décrié, dénié, déshonoré, impopulaire, terrorisé par le contenu subversif d'une chanson carnavalesque de Don Cato, chanteur-animateur de l'ensemble *Brothers Posse* s'est réfugié dans une mesure

dictatoriale, interdisant la participation du musicien au défilé du carnaval organisé au Cap-Haïtien. Manifestement, Martelly a eu peur d'une réaction populaire imprévisible, spontanée, massive aux conséquences imprévisibles.

On n'a qu'à écouter la méringue carnavalesque du groupe *Aloral* de Don Cato pour se rendre compte comment Martelly s'est senti dans ses petits souliers, pourquoi il a senti que son pouvoir pourrait vaciller sous le poids de ces appels réclamant du *popetwèl* clintonien : *kot chanjman an* Monsieur le président ? Mais oui, personne, sauf les *sousou* Guiler Delva et Mario Dupuy, ne voit encore ce changement trompé durant la campagne électorale et même jusque maintenant. De partout dans le pays, *pèp la mande pou Martelly ateri*. Mais le roi du bluff toujours en avion, soi-disant à la recherche d'investisseurs pour soi-disant créer du travail ne peut que continuer à flâner dans les airs, ne pouvant atterrir, ne pouvant «atterrir» quoique ce soit car *se sou blòf nonm nan chita*.

Les quartiers populaires Solino, Cité Soleil, Gran Ravin, Lafossette, le Bel Air, les chômeurs, les employés publics privés de leur paye, les handicapés, les petites marchandes jetées sur le pavé par des mairies soufflantes, les policiers qui ne reçoivent pas leurs salaires, les chauffeurs de taxis débordés par de lourds frais d'entretien et le prix élevé du carburant, les étudiants las de se voir violents par des forces policières répressives, les employés de l'administration publique révoqués depuis des lustres et qui réclament encore des arriérés de salaire qui leur sont dus, les membres de la diaspora écoeurés de voir la famille présidentielle s'enrichir aux dépens de transferts de leur argent durement gagné, tous *yo mande pou Martelly ateri*.

Or Martelly n'a pas l'intention d'atterrir, du moins pour la grande masse. S'il a déjà atterri c'est seulement pour la clique au pouvoir; c'est pour les ministres qui viennent juste faire un tour de piste pour «cliquer» l'argent du peuple; c'est pour les gros blancs, les *gwo zouzoun* étrangers amenés par la famille Clinton pour déplacer les paysans de Caracol de leurs terres fertiles et «créer du travail pour 10.000 personnes» dans des conditions infrahumaines; c'est pour soudoyer des parlementaires, invertébrés de leur état, pliant l'échine devant l'ambassadrice des Etats-Unis, Mme



Martelly, men Kato !



Martelly a-t-il peur ou «est-il peur» ?

Pamela White et Mme Cheryl Mills pour leur énième «visite de courtoisie» au Parlement.

Monsieur le président, à part vos pareils, tilolitaires des hauteurs surplombant Port-au-Prince, c'est tout le pays qui en a marre. Y en a marre. Même, un loustic a déjà dit de la situation : i grèg en a marré. Ne vous rendez-vous pas compte, président Martelly, que le pays est marré. *Peyi a mare*. Des cordes d'oppression économique s'enroulent autour du cou des Haïtiens, qui les étouffent, parce que vous et votre famille siphonnez l'argent de l'Etat pour entretenir l'illusion d'œuvres sociales bidon : *ti manman cheri, ti papa cheri, tantin cheri,*

tonnon cheri, grann cheri, parenn cheri, marenn cheri, autant de pirouettes en trompe-l'œil pour détourner les maigres ressources de la nation vers vos comptes en banque. Sans oublier votre compère en affaires (louches), le Premier ministre avec qui vous bafrez dans la mangeoire nationale sans regarder derrière. Tout le monde le sait.

Pèp la vle viv, chante Don Cato. Oui, monsieur le président, les gens veulent vivre. Ils ne supportent plus de traîner leur vie après eux, ils ne supportent plus de vivre au bord de la mendicité, ils ne supportent plus d'implorer le Ciel dont les réserves de manne sont épuisées depuis les temps *benmbo*, ils ne supportent plus d'avoir à fixer chaque jour les dents *griyen* de la misère, ils ne supportent plus d'avoir à livrer bataille à longueur de journée aux hordes de la faim qui leur livrent une guerre sans merci, tandis que vous bénéficiez de gras per diem et que vous dépensez sans compter pour de constants et inutiles voyages à la recherche d'investisseurs qui ont peur de risquer leur peau et leur argent dans cette pétaudière de corruption qu'est devenu le pays par la faute de votre incurable incurie. Oui, monsieur Martelly, *pèp la vle viv*.

Et parce que vous sentez vaciller le pouvoir sous vos pieds, parce que vous sentez monter la colère des masses, parce que vous pressentez que vos acolytes s'empressent de s'enrichir pour abandonner le navire dès que ça commencera à sentir mauvais, parce que les festivités des jours gras pourraient s'annoncer déstabilisantes pour vous à Port-au-Prince, vous avez peur de Don Kato. Vous le musicien pédant, fringant, *frekan*, suffisant, arrogant, impertinent, voilà que vous avez peur des paroles *piman bouk* des chansons carnavalesques. Attention, président, *men Kato* !

Martelly a déjà oublié qu'il fut un temps de carnaval où il s'en prenait

violamment au pouvoir de tel président en exercice dont même l'épouse avait été la cible de ses grivoiseries, goujateries, grossièretés, vulgarités et obscénités. Pauvre mec ! *Piman bon nan je zwezo*, mais dans les yeux de Martelly, *li boule. Yon jou pou chasè, yon jou pou jibye*. Aujourd'hui, Martelly a-t-il peur, ou, comme dirait ce loustic, «est-il» peur ? De toute façon, l'homme à la trouille au ventre, car rien ne marche dans ce foutu pays sauf les kidnappings, les assassinats, la dépravation et la corruption. Surtout, n'allez pas dire au président : *men Kato* ! Il risquerait de faire dans ses pantalons...

Don Kato s'est fait le porte-parole du mécontentement du peuple, interpellant le chef de l'Etat – dans tous ses états, d'ailleurs – considérant la grogne qui gronde dans le pays, de partout, et rogne le petit *kras* de popularité qui reste au président. Car la population se rend compte que tous les grands projets, les grands *chire* et *dévire* de Martelly ne se font qu'«à l'oral», c'est-à-dire ne sont que palabres, parler en pile *mete la*. Qu'il s'agisse d'éducation gratuite, d'Etat de droit, de création d'emplois, d'énergie, des mesures drastiques à prendre pour enrayer le choléra, de CEP, de justice, de primes aux étudiants, de *ti manman cheri*, de *Kore Etidyan*, de *Bon pou ijans*, *Panyen solidarite* ou *Ede pèp*, c'est du parler dans l'air, c'est seulement à l'oral. A l'écrit du concret, rrrrien.

Les posters géants affichant la têtakaléitude du Petit Timonier se réclamant d'un million d'enfants déjà scolarisés ou en voie de l'être ne sont que pure propagande, pur matraquage, pur blablaba, pure tentennade, *naa marinad*. Les files d'une vingtaine de luxueux 4X4, les bruits stridents de sirène déchirant un air déjà empuanti et bloquant la circulation juste pour satisfaire l'ego pathologique d'un *ti chèf restavèk* de l'impérialisme, la participation du type à grand renfort de clairons à Davos pour se frotter aux aisselles de plus grands et moins *wòwòt* que lui, sa présence incongrue aux assises de la Communauté d'Etats latino-américains et caraïbes (CELAC) comme un *ti bègwè*, toutes ces gesticulations exhibitionnistes n'impressionnent que les sots, les ânes en foire, les crétiens, les andouilles, les nigauds, les naïfs, les cruches, les couillons, les dindes, sans oublier les *sousou*.

Le petit peuple qui a faim et vit dans la misère la plus atroce sait distinguer le vrai du faux, l'or de la vérité des pièces *krizokal* de propagande de Martelly, l'«oral» de l'écrit, la création de chantiers de travail de promesses creuses, oiseuses, fallacieuses, trompeuses, audacieuses et menteuses, les projets durables de société de petites combines entre papa, *manman* et *piti* sous forme de «kit alimentaires» assortis de bracelets roses. Ce qu'il réclame, c'est la transparence, une vraie justice sans interférence de l'Exécutif, la création d'emplois durables, des mesures pour faire baisser le prix des produits de première nécessité, des dispositifs pour accorder la priorité à l'agriculture, un vrai programme pour enfin donner un abri décent et durable aux survivants du séisme du 12 janvier 2010. Le peuple veut vivre, M. Martelly. *Kite l viv* !

Monsieur le président, deux formules-masses vous enlèveront le sommeil et vous feront des nuits de cauchemar durant le carnaval et après: *pèp la vle viv* et *ateri*. Oui, il faut atterrir. Les gens ont besoin de souffler, de vivre, de manger pour vivre, autrement il faudra vous habituer à ce refrain énervant, agaçant et obsédant : Martelly, *men Kato* !

NICLAS EXPRESS INCOME TAX & INSURANCE AGENCY

Fast Refund

Also:

- ✓ **Cargo Services**
- ✓ **Immigration Services**
- ✓ **Affidavit of Support**

**6234 NE 2nd Avenue
Miami, FL 33138**

Niclas Pierre

Office: 305.759.8244 • 305.759.8485 Cell: 305.409.0213

7 Fevriye 1986, 7 Fevriye 2013, 27 lane aprè nou pa dwe dòmi bliye !

Pou nou pa dòmi bliye, nan okazyon 27èm anivèsè dechoukaj diktati makout fachis Divalye yo, FRAKKA vin rafrechti memwa jèn yo, memwa mas pèp la ak tout pwogresis yo an jeneral sou enpòtans senbolik dat sa a genyen nan listwa lit demokratik nan peyi a.

Pou kòmmanse, FRAKKA salye kouraj ak konviksyon tout moun ki te viktim anba diktati a, ki kontinye batay pou yo jwenn jistis sitou moun ki depoze plent kont Janklod Divalye, ki kontinye batay pou yon lòt sosyete, ki kontinye batay pou anpeche fanmi makout yo ki sou pouvwa jounen jodi a, retounen chouke rejim sanginè, retwograd yo a yon lòt fwa ankò nan peyi a.

Youn nan leson sosyete a kapab tire 27 lane aprè, se lejitimite popilè lavalas yo te genyen pou yo te jije makout yo, men yo pa t fè sa. Jounen jodi a, makout yo ap banbile nan demokrasi, yo awogan, yo mèm ap pwovoke viktim ki pote plent kont yo. Makout yo ap fè demagoji lajistis kont viktim yo, kont moun k ap batay pou plante demokrasi nan peyi a. Lòt gwo leson nou kapab tire, 27 lane aprè, makout yo retounen an fòs vin kontwòle aparèy Leta a. Se nan kontèks sa a Jij Kavès Jan rekompansè Diktatè a nan yon òdonans ki deklare (yo pa ka jije Janklod Divalye pou krim kont limanite). Alòske sosyete a ak lemond antye rekonèt rejim makout Divalye a ansanmen anviwon 30 mil moun, plizyè milye lòt Ayisyen te oblije pran egzil. N ap raple youn nan masak ki make listwa rejim makout la se sa yo te rele « Les vèpres de Jérémie » kote makout yo masakre 27 moun nan 3 fanmi : 8 Villedrouin, 5 Drouin, 14 Sansaricq. Pami viktim sa yo, te gen Regine Sansaricq ki te gen 2 lane, sanginè yo voye tibebe a anèl, yo atrap li ak yon pwent epe. Madam Chenier Villedrouin ki te gen 85 lane, kriminèl yo antere l tou vivan. Sèl zak



Martelly ak Jean-Claude Duvalier ; FRAKKA mande pou lajistis jije, kondane Jean-Claude Duvalier pou krim kont limanite ak koripsyon epi dedomaje viktim ak fanmi viktim yo

makout yo te repwoche viktim yo, se paske yo te milat. Apre masak la, makout yo piye, volè tout byen viktim yo. Sa a, se youn nan mak fabrik makout yo, fè krim epi volè byen viktim yo.

Pou tout jèn ki pa vle dòmi bliye, kòm nou pa gen yon sistèm edikasyon k ap aprann nou listwa reyèl peyi a, nou dwe fè rechèch nan pale avèk moun sou teren epi fè rechèch nan jounal, nan liv. Nan sans sa a, FRAKKA rekòmande nou li « Le prix du sang, Tòm 1, Tòm 2, de Bernard Diedrich, Le Triangle de la mort, de Claude A. Rosier ». Nou pwofite salye mewa kanmarad Rosier ki mouri yon fason sispèk, nan moman li te nan demach pou pote plent kont Janklod Divalye. Nou konnen, makout ka fè tout bagay ki mal, men makout pap janm chanje.

Pou memwa ak pou listwa, n ap raple 7 fevriye 1986 se pa t yon loray kale, se te pito rezilta anpil travay anba chal mouvman kominis Ayisyen avèk tout lòt patriyòt pwogresis te mennen

kont diktati a, kont klas dominant yo ak enperyalis entènasyonal la ki t ap apiye rejim fachis la.

Pou make 27èm lane soulèvman popilè 7 fevriye 1986 la:

- FRAKKA apiye san kondisyon demach kolektif viktim diktati Divalye a ki pote plent kont Janklod Divalye ;

- FRAKKA mande pou lajistis jije, kondane Janklod Divalye pou krim kont limanite ak koripsyon epi dedomaje viktim ak fanmi viktim yo ;

- FRAKKA lanse yon apèl bay tout pwogresis, tout militan lagoch Ayisyen pou rasanble fòs nou pou n mennen youn batay manch long pou fòse fòs okipasyon MINISTA a kite peyi a.

Batay kont tout diktati ladwat ak lekstrèm dwat ak batay kont lokipasyon se yon devwa sitwayen ak sitwayèn.

Pou Fòs Refleksyon ak Aksyon sou Koze Kay : Sanon Reyneld, Sekretè Egzekitif ak Jean Gardy Souverain Trezorye annapre

Randevou a se pa Bèlen li ye

Nou, Depestre, pa achte biye w la pou Bèlen. Ni pou Washinton. Men pou Pòtoprens, anba tant yo kote fanm yo ak ti fi yo viktim kadejak san pa gen jistis pou yo, kote ti moun nan grangou yo, nan labou ak chawony jout nan kou yo ap sibi dènye kalite de vyolans, kote pen an se pa tout tan yo jwenn li, kote dlo a se pa ti gout yo bwè l. Pou Karakòl kote gwo zouzon meriken ak ayisyen ap danse yon rabòday makab pandan ke y ap kraze anba pye yo jodi ak demen pèp nou an. Ou ekri pi bèl poèm yo te ka janm ekri pou Manuel nou an :

...nèg la ki leve chak maten an ak premye ti degout lawouze a avan menm kòk yo kòmmanse koki-yoko yo nan frechè pyebwa yo

nèg la ki pa janm dòmi sou yon kabann

nèg la ki fè labab li ak ou moso boutèy kraze

M vle pou vwa peyizan l lan bay vwa pa m bon jan bourad

Epi fè vwal pa m gonfle menm jan ak yon gwo van lanmè.

Si vreman vre ou ta vle «byen konprann zanmi w Manuel», se la pou al pale avè l, ba l men epi kore l ak senserite w. Alafendèfen, se la, kote majorite a ap mouri ti kal pa ti kal la, pou nou tout rann tèt nou, an pèsòn e/oubyen ak mwayen finansye nou, kòm kanmarad ki pou lite kòtakòt avèk Manuel ak Annaïse yo, si nou vle chanje Ayiti.

Franck Laraque
Tradiksyon Fanfan Latour

ALORAL*

Mwen vini pou m chante
mwen vini pou m palee
pou m di verite gen moun ki pral kontan
e m konn zòt pral fache
Ayiti pral chante eeeee ou woo ou woou woou ouwooo[4fwa] men
brother's posse
men brother's posse
brother's posse
bonjou men mesaje a vin pale mwen di wakou
m pat ka ret tann pou n fon w ti pale mesyedam les dirijan
son jou mwen tap tann pou w di m kot chanjman
mesye le prezidan
pou kisa bilan gen gou lanbi nan bouch ou
epi nan bouch pèp la se fyèl telman gen grangou
pwomès se dèt pèp nan kajou mande w pou w ateri
Site Solèy, delmas 2 di w ateri
solino gran ravin di ateri
site lesko lafòsèt di ateri
sentelen, bèlè di ateri
nan savann delmas 2 di ateri
etidyan, lapolis, dyaspora yo mande ateri
Si w pa ka ateri
fè zèl fè zèl hii
mwen di si w pa ka ateri
fè zèl fè zèl hii
Hey hey hey zip pip zip pip
hey hey hey zip pip zip pip
ooo gad jan w pèp vle viv
oooo pèp ayisyen vle viv [bis]

brother pa gon w dola li nan party li vle viv
fanm nan dèye moto l ap BBM li vle viv
anplwaye revoke pa katouche li vle viv
epii w ap mande m koze hiiiiii
vin tande koze hiiiiii
w ap mande m pale men bèl pawol nan zafè vwayaje griye lajan ateri
nan zafè sirèn voye manda ou ateri
kale poste bloke lari ou ateri
nan zafè BBM revoke moun ou ateri
edikasyon Aloral etadedwa Aloral anviwonman Aloral enjei Aloral tiboubout cheri Aloral kreyasyon danplwa Aloral mezanmi kot diri gagot la ofisyèl yo still devan ban m diran m m woy woy
Aloral Aloral Aloraaaaliiiiiiiiii
men mouvman peyi a nou soti kita
bwa
nou prale nago
bwa
nou sot Lèziwa
bwa
nou pral Wanament
bwa

Suite à la page (14)

Plan pou fè peyi a tounen yon gwo zòn franch!

Men pwofè a: fè peyi a tounen yon gwo zòn franch, enpòtè tout manje li bezwen, livre resous li yo bay miltinasyon yo epi fè leta a tounen yon popetwèl.

Evenman k ap pase nan peyi a depi kèk tan montre byen klè ki pwofè enperyalis la ak oligachi lokal la genyen pou Ayiti. Nan ane 1980 yo, se «plan ameriken pou Ayiti» ki te alamòd, men anpil nan nou pat vle kwè paske, apre dechoukaj Duvalier, pi fò nan faktori ki te tabli isit yo t ap kite peyi a pou ale Domikani. Nou pat kwè peyi a rete anpil resous natirèl toujou. Anpil pami nou te kwè, apre echèk Blòk Lès la, enperyalis la pa kapab gen pwoblèm pou demokrasi, devlopman ak dwa moun tabli nan peyi a. Men nou, sitou, potko konprann kisa globalizasyon an ye toutbon! Globalizasyon an, se pisans enperyalis yo ki, atravè ekonomi neyoliberal la, ap kreye kondisyon, avèk yon paravan «Leta dedwa», pou sektè finansye entènasyonal la ak miltinasyon yo piye tout richès ki gen sou latè epi volè pou granmes fòs kouraj tout pèp ki gen nan monn lan, pandan y ap vann yo zagribay ak pakoti pou gwo lajan.

Apre kèk miltinasyon ki Dominikani fin mare sosis yo ak Aristide pou livre plenn kiltivab Maribawou a ba yo pou fè yon zòn franch an 2002, lafanmi Clinton, ki antann yo ak Obama pou yo genyen lawotmen sou Ayiti, òganize ak Préval, an 2009, pou pran plenn kiltivab Karakòl

la pou konstwi yon lòt zòn franch ki pi gwo toujou. Nan fen novanm lan ak debi mwa desanm 2012 la, Madan ak Mouche Clinton debake anpenpan vin inogire Pak Karakòl la. Tande ak wè se de! Lè nou rann nou sou lè lye pou wè nan ki kalite kounouk «modèn» yo pral mete travayè ayisyen rete, lè nou aprann fanmi Clinton lan fin achte tout res tè ki genyen nan komin Karakòl la, nou wè byen se nan menm kalite grann plantasyon ki te genyen nan tan lakoloni an yo vle retounen nou. Plan an, se soti Wanament rive Lèziwa pou mete anplas nan tout plenn kiltivab yo plis pase 30 zòn franch. Chak manm nan oligachi a ap prepare pwòp zòn franch pa l. Fas a sitiyoasyon sa a, li enpòtan pou patriyòt yo al travay ak peyizan yo, ede yo ranfòse òganizasyon yo nan tout zòn sa yo, pou tè yo pa fè yon pa kita yon pa nago epi chache avèk yo altènativ agrikòl pou pwodui manje natif natal pou pèp la manje.

Plan pou livre resous peyi a bay miltinasyon yo

Kote pouvwa Denis O'Brien, pwopriyete Digicel la, genyen nan peyi a soti? Digicel antre Ayiti nan ane 2005-2006 yo, nan yon asosyasyon ak BNC epi Gwoup finansye Bigio a. De tan twa mouvman, li kase ren Haïtel ak Voilà ki t ap rale ti lajan pèp la menm jan ak awousa. Digicel bloke, nan sabotay ak manèv politik, tout devlopman Natcom, li layite kò l epi li pouse do asosye l yo. Jounen jodi a, anplis Digicel

chèf tou pwisan nan telekomunikasyon an Ayiti, li fè yon chif dafè ki plis pase 3 milyon dola ameriken pa jou. Patwon l, Denis O'Brien, ap konstwi yon

Suite à la page (14)

POTENTIAL VEGETAL
HERBS & VITAMINS

- Vitamins
- Herbs
- Supplements

ALL NATURAL

1358 Flatbush Avenue
(between Farragut & E. 26th St.)
Brooklyn, NY 11210

Toll Free: 855 421-6030
Local: 718 421-6030

www.PotentialVegetal.com

RADIO PA NOU

1685 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226

67 Khz
www.radyopanou.com

Depuis 2002

- Nouvelles
- Analyse
- Publicité

Fondateur: Jude Joseph
Bureau:
(718) 940- 3861

Studio:
(718) 701- 0220 • (718) 856- 8702
(718) 928- 7022 • (718) 462- 0992
(718) 469- 8511

MATHON'S TAX PRO
"When Quality Matters"

Marie Thérèse
Tax Professional

Income Tax Preparation

- Rapid Anticipation Check (RAC)
- Direct Deposit • IRS Check
- IRS E-File Provider

You have questions. We have answers.
Nou pale kreyòl.

\$40 off with this ad.

1865 Flatbush Avenue
(between Aves. K & L)
Brooklyn, NY 11210
718.600.7914

Arnold Antonin rend hommage à Gérard Gourgue?

Par Guerby Dujour

Opération «Floralin» d'un croque-mort pour désinfecter un cadavre gâté

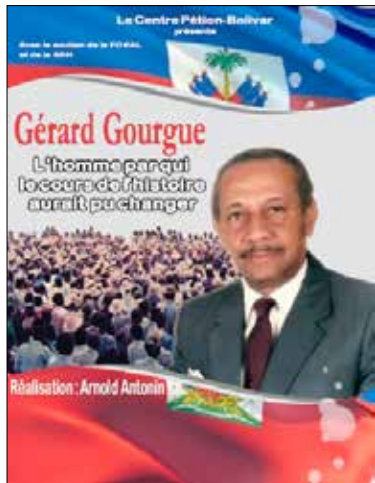
J'apprends à ne plus prendre au sérieux le cinéaste Arnold Antonin depuis plusieurs années. E conduit aux sénatoriales de 1991 et même lors de celles tenues sous le régime de facto-criminel de Raoul Cédras à cause justement du vide qui caractérisait son discours électoral, silencieux pendant toute la période du coup d'état sanglant du 30 septembre 1991 contre l'ex-président Aristide, Arnold Antonin n'est pas un sacrilège aux oraisons duquel il faut se fier. D'ailleurs, ce type n'est pas catholique. En clair, il n'est pas vierge. Pour n'avoir jamais pris de positions claires contre les atrocités des militaires à l'encontre des masses en tant que grand ténor de l'ANDP lors du coup d'état, Antonin n'a pas suffisamment



Arnold Antonin est très mal placé pour dresser un portrait élégant du passé politique récent du peuple haïtien

de morale ni de décorum pour présenter à la nation un documentaire digne qui retrace les grands moments historiques qui émaillent la lutte du peuple haïtien pour la démocratie avant et après 1986. Date charnière qui rappelle la fin du règne démoniaque des massacrés de 1957.

Producteur du documentaire «GNB contre Atila» qui est un récit partisan mettant en relief les différentes manifestations anti-lavalas jusqu'au renversement par les armes de l'ex-président Aristide, Arnold Antonin est très mal placé pour dresser un portrait élégant du passé politique récent du peuple haïtien. Ex-dirigeant du PAN-PRAH, parti qu'il dirigeait avec l'ex-sénateur Serge Gilles et l'une des composantes de l'Alliance Nationale pour la Démocratie et le Progrès, Antonin est,



au même titre que Raoul Cédras, Michel François, Déjean Bélizaire, Thomas Edy Dupiton, Bernard Sansaricq, Amos André, Ebrané Cadet, responsable des tueries enregistrées durant les trois ans du coup d'Etat de 1991 pour ne les avoir jamais dénoncées ni exigé que les coupables soient jugés pour génocide. A dire toute la vérité, Antonin est carrément un ancien putschiste. Qui ne dit rien consent. D'autant que l'ANDP jouissait du pouvoir à travers Marc Bazin, candidat de l'oligarchie, durant le premier exil d'Aristide. C'est ce putschiste, ce GNBiste indélicat, sous couvert du cinéma, qui veut instruire par des images. De belles images de ceux et celles qui forment le cercle des entre-nous et de sales images de ceux et celles qu'ils n'ont jamais aimés ou qu'ils n'aiment plus.

Rendre hommage à Gérard Gourgue, comme si celui-ci serait un vertical, un démiurge, est absurde. Le présenter comme un icône, traduit l'incohérence qui charpente la forme de pensée de cette élite de pacotille qui donne le ton en Haïti depuis un certain temps. Gourgue n'est pas démon. Mais, il n'est pas un saint non plus. Chercher à le canoniser est choquant quand on sait que Gérard Gourgue cautionnait les crimes de l'ex-général dictateur Prosper Avril dont il fut l'un des conseillers. Ministre de la justice sous le CNG en 1986, Maître Gérard Gourgue avait laissé fuir en exil l'ancien colonel Albert Pierre dit Ti boulé. L'un des sbires du régime tortionnaire du tyran Jean Claude Duvalier.

Suite à la page (18)

excelsior

Papeterie & Imprimerie

Nouvelle adresse:
101 Lalue, Port-au-Prince, HAÏTI

Tel: **4269-2770**
3643-2906

IMPRIMERIE & Papeterie Imprimerie commerciale
Furnitures de bureau, fournitures scolaires

PAUL J. JOURDAN
ATTORNEY AT LAW

107 Kenilworth Place
Brooklyn, NY 11210

Phone:
(718) 859-5725
(347) 898-7514

- Immigration
- Divorce
- Business Formation (Corporation & Partnership)
- Estate Administration - Wills
- Real Estate Closings

Elections: A quand la formation du CEP?

Par Yves Pierre-Louis

Après l'accord du 24 décembre 2012 conclu entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif portant sur la formation d'un Collège de Transition du Conseil Electoral Permanent (CTCEP), l'institution transitoire au CEP, qui va organiser les élections partielles législatives et les collectivités territoriales, les démarches traînent toujours et la situation se complique au niveau des pouvoirs publics. Au parlement, la Commission bicamérale devant se pencher sur la désignation de ses trois (3) représentants au CEP verra le jour sous peu, selon la déclaration de certains parlementaires sous la pression des Etats-Unis et de la MINUSTAH.

D'un côté, le sénateur Jean William Jeanty qui plaide en faveur du « rapatriement de tout processus électoral », a indiqué que le blocage se trouve du côté de l'Exécutif, particulièrement du président Martelly qui n'a rien fait pour résoudre le problème de six (6) représentants du CSPJ au CEP. Il n'a pris aucune disposition pour ramener ses trois (3) représentants, notamment le prétendu président du CEP, Josué Pierre-Louis par lequel un scandale sexuel a éclaté récemment. Au lieu de donner un signal clair, le président Martelly n'a fait qu'aggraver la situation au sein du CEP en continuant de procéder à des changements irréguliers de personnel au sein de cette institution, surtout au niveau de la direction générale, la direction des opérations électorales et de la direction des affaires juridiques. Et d'ailleurs, c'était l'une des missions de Josué Pierre-Louis à la tête du CEP en vue de préparer une sorte de « kadejak » électoral, pour enfoncer davantage le pays dans une crise politique récurrente. Le sénateur Jean William Jeanty, membre de la commission bicamérale a fait savoir que l'élection est un acte de souveraineté nationale. En tant que tel, les autorités doivent s'arranger pour organiser les élections avec les ressources humaines, matérielles et financières du pays.

Si du côté de l'Exécutif, il y aurait une certaine volonté de retarder le processus électoral, ses patrons s'empressent de le forcer à aller vite. C'est dans cet ordre d'idées que l'ex-chef de cabinet du Département d'Etat des Etats-Unis, Cheryl Mills, qui s'occupe désormais du dossier d'Haïti et l'ambassadeur des Etats-Unis, Pamela White se sont rendus au Parlement haïtien le mercredi 6 février dernier, pour imposer leurs points de vue aux parlementaires sur ce dossier « Le Département d'Etat est grandement préoccupé par l'organisation des élections dans le pays. Il est sûr et certain que ces joutes auront lieu cette année, c'est très important pour nous. » a indiqué Mme White aux présidents des deux



De gauche à droite le président du Sénat, Simon Dieuseul Desras, l'ambassadeur des Etats-Unis, Pamela White, Cheryl Mills et Jean Tolbert Alexis président de la Chambre des députés

chambres.

Pamela White pour sa part, a signalé à l'issue de cette rencontre avec le président du Sénat, Simon Dieuseul Desras, et celui de la Chambre des députés, Jean Tolbert Alexis que « Les Etats-Unis d'Amérique sont prêts à financer les prochaines élections à hauteur de 15 millions de dollars, à condition que le processus électoral soit crédible »

Deux jours (2) après, le vendredi 8 février, le nouveau représentant et du secrétaire général de l'ONU en Haïti, Nigel Fisher était également au Parlement pour imposer ses diktats aux parlementaires. D'un autre côté, la Congressiste Maxime Waters encourage les dirigeants haïtiens à organiser des élections libres, équitables et inclusives en Haïti « Haïti traverse actuellement une crise électorale parce que les élections législatives et municipales sont très en retard. Ces élections devaient avoir lieu en novembre 2011, mais aucune date n'a encore été fixée. En raison des élections en souffrance, un tiers des sièges du Sénat haïtien est vacant et si quelques sénateurs sont absents, il n'y a pas de quorum. Pendant ce temps, le Président Martelly a nommé des agents intérimaires pour remplacer ceux dont le mandat a expiré, mais ces agents n'ont pas la légitimité des maires dûment élus. Les élections en Haïti sont organisées par un Conseil Electoral Permanent (CEP). La Constitution d'Haïti a été amendée en juin dernier, pour mettre en place un nouveau processus de nomination des membres du CEP. Selon la Constitution amendée, les trois branches des pouvoirs publics: l'Exécutif, Législatif et Judiciaire, sont appelés à désigner trois membres chacun au CEP. Ainsi, le CEP doit avoir un total de neuf

membres.

Les pouvoirs exécutifs et judiciaires ont chacun nommé les membres au CEP, non sans controverses. Le pouvoir législatif a été incapable de nommer les membres du CEP en raison du fait qu'un tiers des sièges du Sénat sont vacants. Les sénateurs restants sont naturellement réticents à voter pour les membres permanents au CEP. Je comprends, que le président Martelly et le Parlement travaillent actuellement sur un accord de compromis en vertu duquel une commission établira un CEP transitoire, lequel organisera les prochaines élections. Une fois que les sièges vacants au Sénat seront pourvus par ces élections, un CEP permanent pourra alors être établi. Il est évident qu'Haïti a besoin d'un CEP crédible et représentatif afin d'organiser des élections libres, équitables et inclusives. Haïti a besoin d'élections libres, justes et inclusives afin d'avoir un Parlement qui fonctionne et un gouvernement stable, démocratique et efficace. Haïti ne sera jamais en mesure de déterminer son propre avenir, jusqu'à ce qu'elle développe une bonne gouvernance », a-t-elle fait savoir.

Rappelons que ces élections devaient être organisées depuis novembre 2011, un an plus tard et davantage, l'organisme qui devait conduire la machine électorale n'a encore pas été constitué. Le président Michel Joseph Martelly a essayé de placer ses poulains à la tête de cette institution pour organiser des élections truquées de façon à exclure les masses dans la gestion des affaires de l'Etat et maintenir le pays dans une spirale de crise pour justifier la présence des forces étrangères sur le territoire national, et continuer à piller les ressources du pays.

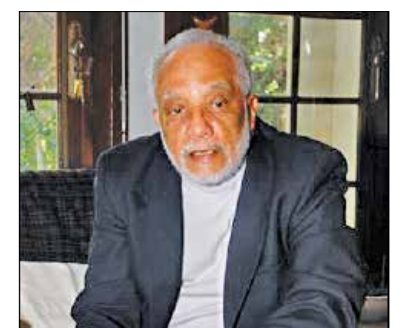
Le rendez-vous n'est pas à Berlin

Par Franck Laraque

Non, Depestre, ne prends pas ton billet pour Berlin. Ni pour Washington. Mais pour Port-au-Prince, sous les tentes où les femmes et fillettes sont violées impunément, où les enfants affamés, vautrés dans la boue et la pauteur sont en proie à l'extrême violence, où le pain est rationné et l'eau filtrée au compte-gouttes. Pour Caracol où les chefs américains et haïtiens dansent la bamboula de l'horreur, le présent et l'avenir de notre peuple mutilés sous leurs pas. Tu as écrit le plus beau poème qu'on ait jamais dédié à notre Manuel :

...l'homme qui se lève chaque matin avec la première goutte de rosée bien avant que les coqs s'allument dans la fraîcheur des arbres L'homme qui n'a jamais dormi dans un lit l'homme qui se rase avec un tesson de bouteille. Je veux que sa voix de paysan souffle en poupe de la mienne et enfile mes voiles comme un vent de pleine mer.

Si tu désires vraiment « faire le tour de ton ami Manuel » c'est là qu'il faut aller lui parler, le prendre par la main et l'épauler de ta sincérité. En somme, c'est là, où la majorité meurt à petit feu, que nous devons



René Depestre

tous nous rendre, en personne et/ou financièrement, comme compagnons de lutte des Manuel et Annaïse, si nous voulons changer Haïti.

Franck Laraque
Professeur émérite

Le programme gouvernemental « école gratuite » – une victoire ?

Par Ayiti Kale je

Un peu partout à Port-au-Prince et dans les villes de province, des affiches annoncent : « *PSUGO, une victoire pour les élèves* ». De belles photos montrent des élèves en uniformes avec le sourire vissé aux lèvres. Le Programme de scolarisation universelle gratuite et obligatoire (Psugo) veut scolariser « plus d'un million d'enfants » pendant cinq ans, selon le Ministère de l'éducation nationale et de formation professionnelle (Menfp). Cependant, ce programme, coûtant environ 43 millions \$ US chaque année, représente-t-il vraiment une « victoire » pour les élèves ?

Une enquête de deux mois d'Ayiti Kale Je (AKJ) à Port-au-Prince et à Léogâne a révélé beaucoup d'insatisfactions et de problèmes. Outre les soupçons de corruption, le montant alloué aux écoles



Une petite fille écoute pendant que l'enseignant dicte les mots d'une leçon dans une école nationale à Darbonne

Photo: AKJ/Marc Schindler Saint Val

la même salle et la même professeure, Francie Dérégène. Sa salle de classe est séparée des autres par un panneau



Des élèves dans une école nationale à Croix-des-Bouquets

Photo: AKJ/Marc Schindler Saint Val

pour chaque élève est très insuffisant, les paiements n'arrivent pas à temps et les professeurs ne sont pas bien rémunérés. De plus, les écoles visitées n'ont pas reçu de matériels comme promis pour assurer un minimum d'éducation. « *Dans mon cas, le Psugo est un échec ! Car, l'année dernière nous avons été victimes. L'un de nos malheurs a été le retard dans le décaissement. A cause de cela, nos professeurs nous ont quittés* », lâche Jean Clauvin Joly, directeur du Centre culturel du divin roi, une école privée à la Croix des Bouquets à 15 km. de Port-au-Prince

Dans cet établissement, la 1^{ère} et 2^e années fondamentales partagent

contreplaqué lequel sert en même temps de bureau pour déposer ses matériels de travail, ce rôle est tenu par une chaise en plastique. En face d'elle, se trouvent sur quatre bancs, dix élèves répétant en chœur : « *un ananas, un melon...* ». C'est de cette manière qu'elle dispense son cours d'orthographe.

« L'Etat garantit le droit à l'éducation »

Durant les dernières élections présidentielles, « *Lekòl gratis* » ou « *l'école gratuite* » a été un des refrains du

Suite à la page (16)



Director: Florence Comeau

Interlink Translation Services

* Translations * Interpreters
* Immigration Services
* Resumé * Fax Send & Receive
* Much more.

English • French • Kreyòl • Spanish

Tel: 718-363-1585

899 Franklin Avenue, Brooklyn, NY 11225

MENEZ JEAN-JEROME

Attorney at Law

**Real Estate
Immigration-Divorce**



4512 Church Avenue
Brooklyn, NY 11203

Nou pale kreyòl!

**(718) 462-2600
(914) 643-1226 CELL**

Quelle langue intégrer aux côtés de l'anglais dans la CARICOM: le français ou le créole?

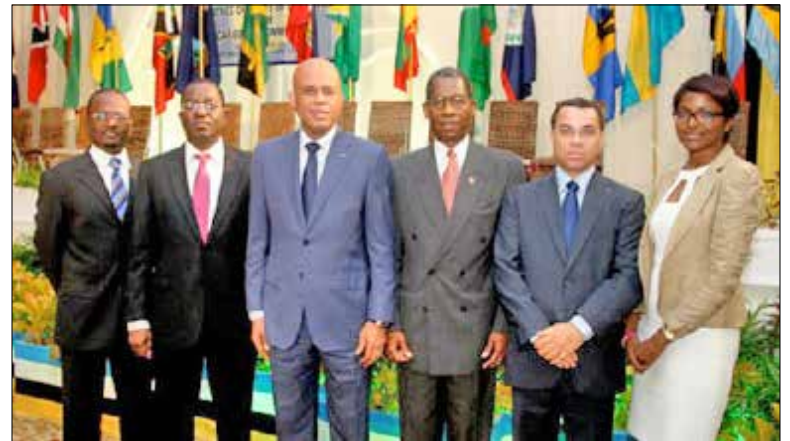
Par Frenand Leger*

Dans son discours du 1er juillet 2011, à la 32^{ème} réunion ordinaire de la conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CARICOM, le Président de la République d'Haïti, Monsieur Joseph Michel Martelly, a fait la proposition d'intégrer la langue française dans cette organisation régionale. Voilà les propos exacts du Président à ce sujet: « [...] je recommande au Groupe de Travail Intergouvernemental sur la Révision du Traité de Chaguaramas d'ajouter à son agenda la question de la diversité linguistique au sein de notre communauté et de l'intégration du français comme langue officielle et de travail au niveau du Secrétariat et des autres instances de la CARICOM ». Puisque c'est l'État haïtien qui préside actuellement la Communauté jusqu'en juin 2013, le Président Martelly est, de fait, bien placé pour faire avancer son dossier d'inclusion du français aux côtés de l'anglais.

Cette curieuse initiative de la Présidence suscite naturellement la réaction de plusieurs individus et institutions concernés par la question linguistique en Haïti et par l'importance croissante du créole dans la région caribéenne. Dans une lettre ouverte, datée du 3 janvier 2013, adressée au gouvernement haïtien, Le Rectorat de l'Université d'État d'Haïti (UEH) et le Comité pour la création de l'Académie du créole haïtien n'ont pas manqué d'exprimer leurs inquiétudes par rapport à la décision du Président Martelly d'opter pour le français plutôt que pour le créole haïtien comme deuxième langue officielle de la CARICOM. Dans cette lettre, écrite d'ailleurs en créole haïtien, le comité avance toute une série d'arguments pertinents démontrant clairement pourquoi le choix du créole est plus judicieux que celui du français dans l'espace de la CARICOM.

Le premier argument avancé dans la lettre est introduit par la question suivante: « adopter le français comme langue officielle de la CARICOM, pour quelle population, quel public? ». Il suffit d'un minimum de bon sens pour comprendre que le français ne saurait en aucune façon contribuer à renforcer les liens interétatiques entre les États membres de la CARICOM dans lesquels celui-ci représente une langue étrangère. De tous ces États, Haïti est le seul à avoir gardé le français comme langue officielle. Il convient d'ajouter que cette langue, quoique officielle, n'est utilisée en Haïti que dans des situations formelles par une infime minorité d'Haïtiens, partiellement bilingues, donc incapables, pour la plupart, d'utiliser correctement le français dans toutes les situations de la vie courante. En ce sens, on peut soutenir qu'il n'existe quasiment pas de Francophones réels en Haïti puisque même ceux et celles qui ont excellé dans l'écriture du français, ont en fait le créole comme langue maternelle. En réalité, la minorité bilingue haïtienne est composée en majeure partie de Créolophones qui ont appris le français. Le nombre d'Haïtiens qui ont acquis cette langue au niveau familial est si minime qu'il ne sert à rien d'en tenir compte.

Hormis le Surinam, où le néerlandais est la langue officielle, tous les autres pays de la Communauté Caribéenne ont en commun l'anglais comme langue officielle et un créole à base lexicale anglaise ou française comme langue vernaculaire. C'est d'ailleurs sur ce critère numérique que les quatre pays fondateurs de la CARICOM se sont basés pour initialement faire de l'anglais la langue officielle de la Com-



Martelly réclame-t-il l'adoption du français comme langue officielle au sein de la CARICOM? Est-ce que c'est au nom de la majorité du peuple haïtien ou au nom de la petite minorité dominante à laquelle il fait partie?

munauté. Partant du même principe, il est évident que le français n'a aucune place au sein de la CARICOM. Si pour une raison absurde, la proposition du Président Martelly était acceptée et que le français devenait une langue de travail au sein de la CARICOM, avec qui l'infime minorité d'Haïtiens soi disant francophones parleraient-ils le français dans cet espace? Si l'on se base sur le poids démographique des langues officielles utilisées dans l'espace de la Communauté Caribéenne, le créole haïtien, devrait, en toute logique, être adopté comme la deuxième langue officielle de la CARICOM.

Dans la lettre de l'UEH au gouvernement haïtien, il est question d'une conférence tenue le 13-14 janvier 2011 à Kingston, Jamaïque durant laquelle la plupart des États membres de la CARICOM auraient adopté un document de principe exigeant l'usage du créole dans les réunions de la Communauté. Dans la même lettre, le rectorat de l'UEH a aussi indiqué que, lors d'un atelier de travail organisé à l'Hotel Le Plaza, le 30 avril 2012, par le Comité pour la création de l'Académie du créole haïtien et le Bureau de la CARICOM, des pays comme Sainte-Lucie et la Dominique se sont entendus avec Haïti pour former un bloc de pays créoles au sein de la CARICOM afin de faciliter des échanges culturels entre ces trois pays qui ont en commun un créole à base lexicale française. En fait, l'idée d'intégrer le créole comme deuxième langue de travail au sein de la CARICOM semble donc déjà bénéficier du soutien de plusieurs États membres de cette organisation.

Il existe plusieurs autres raisons valables qui expliquent pourquoi le créole haïtien se trouve dans une meilleure position par rapport au français pour remplir la fonction de langue officielle au sein de la Communauté Caribéenne. Pour bien mettre en évidence ces raisons, il convient de faire le point sur le statut réel de ces deux langues en Haïti et dans l'espace caribéen. Mais, revenons d'abord au discours du Président Martelly dans lequel il affirme que « plus de 50% de sa population [celle de la CARICOM] sont francophones ou créolophones. » Ce passage constitue l'unique argument avancé par le Président dans son discours pour justifier sa proposition de faire du français la deuxième langue officielle de la CARICOM.

L'argumentation du Président de la République, qui se base sur le pourcentage élevé de la population « francophone ou créolophone » de la CARICOM, manque de rigueur. Affirmer dans un discours que la moitié de la population de la CARICOM est « francophone ou créolophone », c'est induire en erreur l'auditeur non averti. L'emploi de la conjonction de coordination « ou » ne permet pas de faire la distinction entre le pourcentage de Francophones et de

Créolophones évoluant dans l'espace de la Communauté. Vu qu'il n'existe aucun pays francophone dans la CARICOM, à l'exception d'Haïti où le français ne jouit que d'un statut de langue officielle au profit d'une minorité, la proposition du Président Martelly n'a aucun fondement. S'il est vrai que les Haïtiens, à eux seuls, représentent plus de 50% du poids démographique de la CARICOM, il n'en est pas moins vrai que la grande majorité de ces Haïtiens (soit près de 90%) sont créolophones unilingues.

Même si l'on sort du cadre restreint des 14 États membres de la CARICOM pour prendre en compte l'ensemble des territoires de la « Grande Caraïbe » qui font partie de l'Association des États de la Caraïbe, le créole reste de loin une langue démographiquement beaucoup plus importante que le français. Il n'existe en fait qu'un seul État indépendant et trois départements d'outre-mer dans la Caraïbe où l'on parle français: Haïti, Guadeloupe, Martinique, et Guyane française. Selon le site de l'Organisation Internationale de la Francophonie, les personnes qui utilisent quotidiennement le français sur l'ensemble de ces quatre territoires caribéens ne dépassent même pas 1.5 million tandis que le nombre de locuteurs du créole s'élève à plus de 10 millions dont près de deux millions sont installés un peu partout à travers la Caraïbe.

Que l'on considère la Caraïbe comme les seuls 24 pays insulaires, ou que l'on y intègre les 14 États continentaux du bassin, le créole reste démographiquement, après l'anglais et l'espagnol, la troisième langue la plus importante dans cet espace. En plus des 8.5 millions d'Haïtiens de l'intérieur, près de deux millions de locuteurs natifs du créole sont dispersés dans la région caribéenne. Le créole haïtien est sans aucun doute la deuxième langue la plus utilisée dans plusieurs États de la Caraïbe notamment en République Dominicaine, à Cuba, et aux Bahamas. En République Dominicaine il y aurait près d'un million d'Haïtiens. Ce qui représente près de 10% de la population dominicaine. Aux Bahamas, le nombre est estimé à 80.000 sur une population d'environ 310.000. Ce qui fait des Bahamas la nation caribéenne où il y a le pourcentage le plus élevé d'immigrants haïtiens, soit plus de 20%. Il convient de rappeler que presque tous ces ressortissants haïtiens immigrés dans les pays de la région sont créolophones à la base.

En dépit du poids démographique du créole et de la participation de ses locuteurs dans la vie socio-culturelle et économique des États de la Caraïbe, la langue et la culture haïtienne jouissent d'une très faible valeur symbolique et sont quasiment ignorées dans ces pays. Si la langue et la culture haïtienne sont

Suite à la page (18)

Is Martelly's "Free School" Program Really Working?

Port-au-Prince, Feb. 13, 2013 – "PSUGO – A victory for students!" banners and posters all over the capital and provincial cities proclaim. Photos show smiling, handsome students in clean uniforms.

The Program for Universal Free and Obligatory Education (*Programme de scolarisation universelle gratuite et obligatoire* – PSUGO) seeks to educate "more than a million" students per year for five years, according to the Ministry of National Education and Professional Training (*Ministère de l'éducation nationale et de formation professionnelle* – MENFP). But is the US\$43 million-a-year program a "victory" for students?

A two-month investigation by Haiti Grassroots Watch (HGW) in Port-au-Prince and Léogâne discovered problems and a great deal of dissatisfaction. In addition to suspicions of corruption, the amount paid to the schools is clearly inadequate, the payments don't arrive on time, and the professors are underpaid. Also, most of the schools visited by journalists had not received the promised manuals and school supplies, items crucial for assuring a minimally acceptable standard of education.

"In my opinion, the PSUGO is a failure!" exclaimed Jean Clauvin Joly, director of the *Centre Culturel du Divin Roi*, a private school in Croix-des-Bouquets about 15 km east of the capital. "Last year, we suffered under that program. One of the many terrible things was that we were paid late. Thanks to the delay, a lot of our teachers quit."

At Joly's school, the first and second grades share the same room and the same teacher: Francie Déogène. A thin sheet of plywood that also serves as a "blackboard" separates her classroom from others. Déogène doesn't have a desk. She piles everything on a plastic chair. Facing her, on four benches, 10 students repeat together "a pineapple, a melon..." This is a writing course.

"The state guarantees the right to education"

During the most recent presidential elections, "*lekòl gratis*" or "free school" was one of the refrains of the singer-candidate Joseph Michel Martelly, who was sworn in as president on May 14, 2011.

But in Haiti, the guarantee of free education is not just a politician's promise; it is above all an obligation according to Haiti's 1987 Constitution. Article 32 says: "the state guarantees the right to education" and "education is the responsibility of the state and its territorial divisions. They must make schooling available to all, free of charge, and assure that public and private sector teaches are properly trained."

According to the MENFP, the PSUGO program aims to pay all school fees for the first and second cycles of schooling, roughly equivalent to primary school. The amounts allocated are 250 gourdes (about US\$6) for public school students and 3,600 gourdes (about US\$90) for those at private school. (In Haiti, most schools – a little over 80% – are private.) In addition to paying the school fees, PSUGO promised to open new schools, and to make sure students had the necessary school supplies and books.

All over the capital and across the country, on giant posters, and on the television and radio, on Facebook and in newspapers, PSUGO proclaims that 1,021,144, or more, are now in school, thanks to the Martelly gov-



A teacher chants out words to students who have no books, papers, or pencils in a Darbonne public school

ernment. In fact, HGW was not able to confirm the figure and has reason to doubt it, first and foremost because it is only one of many. In an interview with *Le Nouvelliste* in December 2012, a ministry official said that 1,287,814 students had been sent to school for the current academic year. Where did the extra 250,000 students come from? Also, for the previous year, the MENFP publicly claimed that 837,489 students had been sent to school, but in a document filed with the International Monetary Fund (IMF), the figure was only 165,000. Another reason to have doubts is the fact that PSUGO seems to be without any kind of internal or external supervision.

The origin of the money financing the program also raises questions. According to the government, PSUGO is financed mostly by "the public coffers, taxes imposed on international telephone calls and on money transfers coming from the diaspora to Haiti," tariffs that many consider illegal. Because the fund created to receive the revenues – the National Fund for Education (Fonds National pour l'Éducation – FNE) – has not yet been approved by the parliament, the money collected remains blocked, according to many reports.

Even if the legality of the tariffs is not considered, mystery surrounds the question of how much money has been collected and spent to date. In May 2012, one official claimed the government had spent 900 million gourdes or about US\$22 million. However, in another interview, a ministry official also mentioned that 490,000 of the 837,489 PSUGO

government officials, as well as the Haitian people, might want to hesitate before crying "victory."

PSUGO has not kept its promises

Jean Marie Monfils, a teacher and also the director of a school in Léogâne, about 30 kms west of Port-au-Prince, is furious about PSUGO's false promises: "They talked about a uniform, about hot lunches, and other things. But from where I am sitting, I can say we gotten hardly anything. We are the 'forgotten' of Léogâne."

Monfils' experience is not unique. Hercule André, a man in his 50s who directs a public school in Darbonne, outside Léogâne, lauds the initiative, but he adds: "The only benefit that the students get is that they don't pay anything. Apart from that, there's nothing. The students come to school, but they don't have the books that were promised so that they can follow courses."

In January, a number of teachers under PSUGO contract in Anse-à-Pitre in southeast Haiti said they had not been paid since October.

"For four months we have worked for free," professor Jean-Rony Gabriel told *AlterPresse*. "I am responsible for my family. I have to travel many kilometers to get to my workplace."

HGW's investigation in the capital and around Léogâne confirmed the claims. Only two of the 20 schools visited reported having received school supplies and books. Also, as of late November 2012 – 10 weeks after classes had started – only one of the 20 schools reported having been paid

The National Confederation of Haitian Teachers (*Confédération nationale des éducateurs et éducatrices haïtiens* – CNEH), one of the country's national teachers' unions, confirmed the clam.

"The fact that the government hasn't disbursed the money on time has been a big problem for school directors, who haven't been able to pay their teachers," reported Edith Délorde Delouis, teacher and CNEH General Secretary.

"Turn towards quality?"

The quality of education is another challenge for PSUGO. For this reason, the ministry announced that the current school year would see a "turn towards quality" with more supervision.

"The ministry is very clearly putting the accent on quality," MENFP spokesman Miloody Vincent told HGW. "Access, yes, but also better quality, because education only makes sense if it's a good education... Our new start includes training better professors, assuring children get school books, and supervising the teaching that students are getting."

"We are really going to focus on supervision," PSUGO coordinator Elicel Paul added in a separate interview. President Martelly also stressed "quality" when he distributed 100 motorcycles for regional MENFP offices last.

"We have to assure the quality of the education and supervise the services offered to students," he said on Mar. 15, 2012.

However, HGW's inquiry revealed that the schools participating in PSUGO operate almost entirely without supervision. Of 20 schools visited, 25% had never received a single visit, and another 24% had received only one.

Guillaume Jean, director of the *Collège Chrétien* in Léogâne confirmed, embarrassed: "We haven't gotten many visits. They just call to get information. We meet with them at the local high school."

Errors and Fraud?

Perhaps because of its large size and even larger budget, the PSUGO program appears to have attracted cheaters.

In July 2012, a regional MENFP official in Port-de-Paix allegedly stole over five million gourdes (over US\$119,000). According to media reports, he used a group of young men as fake "school directors," and wrote them checks of 200,000 and 300,000 gourdes. The official implicated fled to the Dominican Republic.

The Civil Society Initiative (*Initiative Société Civile* – ISC) last year did a study of PSUGO, concluding that the program had created number of phantom schools.

"In our study, we discovered that a third or a quarter of the schools being paid by the government hadn't even been officially approved," ISC Director Rosny Desroches, a former Education Minister, told HGW.

What kind of education, for what kind of children?

The 1987 Haitian Constitution guarantees the right to free, quality education. In spite of the problems of fraud, late salaries, and the non-delivery of school supplies and books, the Martelly government does appear to send some children to school, even if the exact number is unknown. But what kind of schools, for what kind of education, and for which children?

A public school in the PSUGO program receives 250 gourdes for a year per student, and a private school, 3,600 gourdes. These figures – per day, per student – amount to less than one gourde (2 US cents) at public schools and 22.5 gourdes (50 US cents) at private schools. By comparison, one year of primary school at the *Lycée Alexandre Dumas* (one of the best French system schools in the country) costs over 100,000 gourdes (US\$2,389) for a year or about 625 gourdes (US\$14.70) per day, over 600 times the PSUGO public school price per day, and almost 30 times the PSUGO private school price. (This figure does not include health insurance, book rental fees, and school supplies.) A medium-level school, like the *Collège Le Normalien*, costs about 20,000 gourdes (US\$475) a year for first grade, about 125 gourdes (US\$2.95) per day.

"In the private sector, there are many categories of schools," CNEH's professor Delouis explained. "There is the category for the rich people (there are few of these but they are the best), one for the poor, one for those who are extremely poor, and one for those who are just coping. This means that children, citizens, do not meet one another, when in fact a school should be a place where all levels of society mix."

Professor Haram Joseph, director of a school in Darbonne, is despondent.

"Take the money! Whether it's a legal tax or an illegal tax!" he said. "We have to invest billions of gourdes in education. And in five years, we need to see a result... In my opinion, if the government continues the way it has started, we will have a lot of school directors with full pockets, but children who don't know anything."

At another school with both PSUGO money and foreign assistance, it's almost noon. Under a blazing sun, scores of students focus on their work. The Charlotin Marcadiou national school was destroyed in the 2010 earthquake and today functions in 14 tents arranged in three rows. Gravel crunches under students' feet. Before heading into his "classroom," one of the teachers says, bitterly: "After 10 in the morning, these tents are like furnaces."

Haiti Grassroots Watch is a partnership of *AlterPresse*, the *Society of the Animation of Social Communication (SAKS)*, the *Network of Women Community Radio Broadcasters (REFRAKA)*, *community radio stations from the Association of Haitian Community Media and students from the Journalism Laboratory at the State University of Haiti*.



Laurent Lamothe @LaurentLamothe 6 Dec

We have 84 percent of children in school compared to 52 percent before. #haiti

Expand

A Tweet from Prime Minister Laurent Lamothe with questionable figures

students had gone to public school, meaning that 347,489 attended private institutions. If the amount paid was US\$90 (or 3,600 gourdes) for each student, then the government spent US\$31,274,010 or about 1,314 million gourdes, for the private school students alone – a figure much higher than 900,000 gourdes. [See also *Haiti Liberté*, Jan. 23, 2013]

HGW did not have access to the PSUGO budget, nor could it visit all of the 10,000 schools allegedly inscribed in the program. However, the inquiry discovered many reasons that

for the current school year, and 16 out of 20 said the school still had not received the final payment for the previous school year.

"I can't even tell you if we are part of the program or not," Monfils admitted, with an air of desperation. "At the moment I am speaking to you, we haven't gotten anything from the authorities. It's a really huge problem, because many of the schools that signed up with PSUGO haven't even gotten what was due them for the 2011-2012 school year. My school has really suffered."

HGW does not have the means to investigate potential PSUGO fraud at the national level, or even in the capital. By chance, however, journalists discovered a school name recorded on the MENFP list as having received payments, even though it had never functioned.

"Soon – the Justin Lhérisson College!" a small dusty sign announces on the Darbonne road near Léogâne.

"That was a project one of the local mayors set up when he was a candidate," a neighbor claimed. "Once he got elected, he dropped it."

CONFIEZ LA PRÉPARATION DE VOS IMPÔTS (INCOME TAX) À CES ÉTABLISSEMENT DE LA COMMUNAUTÉ

J&M ACCOUNTING SERVICE

Jean R. St. Jour, CB
2916 Clarendon Road
(between Nostrand & E. 29th St.)
Brooklyn, NY 11226
718-284-0733

Idole Tax Services

Jude Désir
1773 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226
718-282-2574
718-612-8833 cell

EXCELLENCE INCOME TAX

Wilner & Frezier Frezin
12809 West Dixie Hwy
Miami, FL 33161
305-892-5053
786-419-0755
786-258-3351

Denasse Income Tax & Realty

Lebens Denasse
674 Rogers Avenue
(Corner Clarkson)
Brooklyn, NY 11225
718-484-4156
646-725-3327 cell
ldenasse76@yahoo.com

Kenny Accounting & Income Tax Service

Kenny & Gladys
1805 Flatbush Avenue
(between Ave. J & K)
Brooklyn, NY 11210
718-252-4311

Multiple Service Center

Fritz Cherubin
1374 Flatbush Avenue
Brooklyn, NY 11210
718-421-6787

RAPID TAX SERVICES & IMMIGRATION

Chantale Lemorin
13049 West Dixie Hwy
Miami, FL 33161
305-895-3288 off
786-306-3767 cell

Colimon Express Services

Roland Colimon
30 NE 54th Street
Miami, FL 33137
305-754-0232

Esteve Enterprises

Income Tax • Real Estate
8402 Flatlands Avenue
Brooklyn, NY 11236
718-251-1889
718-207-6059 cell

Elie Accounting & Tax Corp.

7424 NE 2nd Ave.
Miami, FL 33138
305-758-2008
305-762-2757 cell

Grenadier Tax Services

\$30 off tax preparation with this ad
1583 Albany Avenue
Brooklyn, NY 11210
718-421-0162
917-202-3833 cell

S&S ENTERPRISES & TECH

Sony Sauveur
8400 Flatlands Avenue
Brooklyn, NY 11236
718-676-2755
718-496-4960
www.mizikfm.com

César Accounting & Income Tax Service

Also All Types of Insurance
Léon César
2063 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11210
718-360-3120

Ben Photo Express 54 Multiservices

Merus Benoît
166 NE 54th Street
Miami, FL 33137
305-758-8080
786-273-2430 cell

Dieuveille Accounting & Tax Services

Wilmen Dieuveille
8226 NE 2nd Avenue
Miami, FL 33138
305-757-7131

GET YOUR TAX REFUND FAST

- Income Tax • Insurance (car, life, home, business)
- Real Estate • Financial Consulting
- Notary Public • Translations (from French, Creole, Spanish to English)
- Typing (resume, flyers, invitations, papers, business letters)
- Faxing (sending and receiving) • Copying • Electronic Filing

Phone: **718.693.8229** Fax: **718.693.8269**
1786 Nostrand Ave., Brooklyn, NY 11226
(between Clarendon Rd & Avenue D)

Chery's Brokerage, Inc.
1786 Nostrand Ave., Brooklyn, NY 11226

Tel: **718-693-8229** * Fax: **718-693-8269**

CHERY'S BROKERAGE

Frantz Boisson, EA

Licensed: US Treasury Dept.

TAX & ACCOUNTING
Individual, Self-employed, Corporate, Cabbies, Aliens, Business Set-up, Proposals

IRS REPRESENTATION
Audits, Back taxes, Warrants, Levies, Appeals

3415 Avenue I
(near Flatbush Ave.)
Brooklyn, NY

718-462-2085

Ernst Multi Services Agency

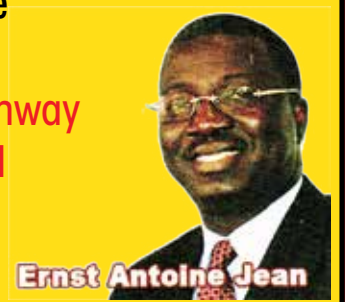
- Income Tax • Immigration Services
- Interpreter for Immigration Court
- Traduction • Recherche de Documents
- Affadavit de Support • Carte de Travail
- Job Placement • Notary Public
- Photocopy & Fax Service



12762 West Dixie Highway
North Miami, FL 33161

305-891-9417

786-262-0149 cell



Ernst Antoine Jean

INTEGRATED TECHNOLOGY CENTER Immigration & Tax Services

- Tax Preparation
- Refund Anticipation Check (RAC)
- Electronic Filing
- Business Tax
- Tax ID
- Real Estate



- Immigration Petition
- Green Card
- Citizenship
- Passport Picture
- Notary Public

General Manager: Jerry Masters
1814 Nostrand Avenue
(Between Clarendon & Ave. D)
Brooklyn, NY 11226

Tel: **646.340.2561**

Cell: **917.517.4216**

Email: g.cadesca@verizon.net

F&D Tax Consulting

I WANT YOU TO GET PAID



File your Tax Return in one of our offices for the first time, and get

\$50 on the spot

Disclaimer: Offer ends on February 16, 2013

829 SEAMAN AVE E
NORTH BALDWIN NY 11510
P: 516-442-4579

8109 FLATLANDS AVE.
BROOKLYN NY 11203
P: 718-684-2055



Célébrons aujourd'hui à la mémoire d'hier.

Célébrez le Mois de l'histoire des Noirs grâce à la série D'hier à aujourd'hui de la TD. Laissez-vous inspirer, divertir et époustoufler par une multitude d'artistes noirs au talent incroyable en provenance du Canada et d'autres pays. Cette année, la série propose une gamme impressionnante de films, de concerts, d'événements mode, d'expositions et de pièces de théâtre : autant d'activités inspirantes pour chacun, partout. Que les célébrations commencent! Visitez td.com/dhieraujourd'hui pour consulter la liste des événements.



PARTENAIRES NATIONAUX



Infos sur l'œuvre | Artiste : Chikonzero Chazunguza | Titre : Existence

MD/ Le logo TD et les autres marques de commerce sont la propriété de La Banque Toronto-Dominion ou d'une filiale en propriété exclusive au Canada et(ou) dans d'autres pays.

L'assassinat de Chokri Belaid est une attaque contre la gauche tunisienne !

Par Al-Akbar

Après l'assassinat mercredi de Chokri Belaid, un des premiers dirigeants de la gauche tunisienne, l'opposition cherche à unifier ses rangs pour endiguer une vague de violence qui la prend pour cible.

Mardi soir, Chokri Belaid, âgé de 49 ans et leader de l'opposition tunisienne, est apparu sur la chaîne de télévision Nessma, dans le cadre d'une discussion sur la violence et les assassinats politiques.

Le jour qui a suivi, à 8 heures du matin le 6 février 2013, Belaid a été abattu de trois balles devant son domicile. Il est la deuxième victime de meurtres à motivation politique après Lotfi Nakhd, assassiné en octobre 2012 par des membres de la Ligue nationale pour la protection de la révolution (LNPR) à Tataouine.

Belaid est devenu un militant politique à un jeune âge. Né dans la banlieue pauvre de Jebel Jalloud, proche du centre de la ville de Tunis, il s'est engagé dans l'action politique clandestine dans une des plus célèbres organisations de la gauche tunisienne, le Mouvement des patriotes démocrates, ou MPD (connu en arabe sous le nom de Al-Watad).

Il est rapidement devenu une figure de premier plan durant les manifestations d'étudiants en Tunisie dans les années 1980. Après son inscription à l'université, Belaid est devenu l'un des plus hauts dirigeants du MPD. Alors jeune militant, ce responsable aujourd'hui assassiné était recherché par les services de sécurité, ce qui l'a poussé à passer à la clandestinité. Au milieu des années 80, il a été arrêté au cours d'affrontements entre les étudiants et les autorités. Il a ensuite été enrôlé de force avec un groupe d'étudiants pour



Chokri Belaid, âgé de 49 ans et leader de l'opposition tunisienne a été abattu de trois balles devant son domicile le 6 février 2013

servir dans l'armée à Rjim Maatoug, une région éloignée du désert tunisien.

Belaid a été libéré après que le général Ben Ali ait pris le pouvoir, dans une initiative qui visait à promouvoir une sorte de détente politique. Belaid a poursuivi son militantisme jusqu'en 1992, devenant l'un des chefs historiques du mouvement étudiant tunisien. Dans la même année, il se rendit en Irak pour terminer ses études de Droit, puis en France pour ses études supérieures.

À la fin des années 90, il retourna en Tunisie où il commença son activité professionnelle de juriste. En tant que militant progressiste, défenseur des droits humains et avocat, il s'est engagé dans les affaires liées à la liberté d'expression et à la défense des syndicats.

Cet avocat de gauche n'a pas hésité à défendre les salafistes qui ont été arrêtés sous le régime de Ben Ali. Belaid a également puissamment défendu les prisonniers du bassin minier de Gafsa en 2008, et a pris part aux manifestations qui ont débuté le 17 décembre 2010. Il a été arrêté une journée avant que Ben Ali ne fuit le pays.

Ascendance post-révolutionnaire
Après la chute de l'ancien régime, Belaid a pu fonder officiellement le MPD. Lors de la dernière conférence générale tenue l'automne dernier, Belaid a été élu secrétaire général.

Il a réussi à ressusciter le Parti démocrate nationaliste unifié, dont il était le secrétaire général, et il a été également parmi les dirigeants qui ont fondé le Front populaire, une union des partis de gauche et baasiste.

Belaid donnait souvent des discours publics à travers les villes et les villages en Tunisie. Récemment, le parti al-Nahda (ou Ennahda), ainsi que le ministre de l'Intérieur, Ali al-Arid, l'ont accusé d'être l'instigateur des manifestations dans les villes de Sidi Bouzid, Gafsa, Kasserine, et Siliana.

Depuis l'arrivée d'Ennahda au pouvoir, Belaid a été à plusieurs reprises la cible d'attaques dans les médias sociaux, suite à son ascension comme figure de l'opposition. Dans un clip qui a fait le tour des réseaux, un groupe de salafistes semblait même appeler à son assassinat.

En plus d'avoir vu sa maison mise en pièce durant le dernier Ramadan, sa femme et un certain nombre de ses amis et associés du Front Populaire, ont confirmé qu'il avait reçu des menaces de mort.

Belaid avait dénoncé avec succès le gouvernement comme étant subordonné au « néo-colonialisme Qatari ». Il avait également accusé al-Nahda d'encourager le terrorisme en créant un climat de peur dans la population tunisienne.

La veille de son assassinat, il avait appelé à la tenue d'un dialogue national pour discuter de la violence, tout en exigeant que le gouvernement agisse contre les groupes qui s'attaquent aux libertés publiques dans le pays.



Des manifestants scandent des slogans derrière des barbelés devant le ministère de l'Intérieur à Tunis, le 7 février 2013, lors d'une manifestation contre l'assassinat de Chokri Belaid, grande figure de l'opposition et avocat des droits de l'homme

Un Front populaire sans Chokri Belaid

La mort de Belaid laisse de gros points d'interrogation sur l'avenir du Front populaire, en particulier l'organisation des patriotes démocrates. Malgré le fait qu'il n'était pas le plus ancien des dirigeants du MPD, il avait réussi à en devenir l'un des plus en vue.

Avec sa disparition, la gauche perd la force de conviction de Belaid pour transformer le Front populaire en une force politique majeure devant imposer une forte présence lors des prochaines élections. De nombreux sondages ont déjà confirmé que le Front populaire gagnerait rapidement du terrain.

Mais l'assassinat de Belaid pourrait pousser d'autres organisations de gauche à rejoindre le Front populaire. Après le meurtre, le Front a uni ses forces avec le Nida, ou parti de l'Appel

de la Tunisie, afin de mettre en place une coalition.

Cette coalition de l'opposition, qui réunira de nombreux partis démocratiques, devrait représenter une force politique avec laquelle il faudra compter. Le gouvernement, en particulier al-Nahda, va se trouver face à un large front qui réunit la gauche radicale, le centre gauche et les libéraux.

Cette alliance politique n'aurait pas vu le jour, s'il n'y avait pas eu l'assassinat de Belaid. Il est vrai que dans le passé, le Front Populaire et son dirigeant aujourd'hui assassiné, avaient refusé de s'associer avec le parti Nida. L'assassinat a donc eu pour effet d'unifier les voix de l'opposition contre le gouvernement et Ennahda, tenus par tous les partis pour politiquement responsables du climat actuel de violence.

Info Palestine 9 février 2013

Suite de la page (4)

une station de radio. «*Mon carnaval est destiné à attirer des touristes. La merengue de Don Kato est conçue pour les manifestations politiques*». Telles ont été les déclarations provocatrices du président Martelly Machiavel qui n'est pas parvenu à dissocier son titre honorifique de celui d'un vulgaire président du konpa. Ne pouvant contenir ses nostalgiques impulsions, Miki, s'est mis à polémiquer directement avec Don Kato.

Toutes les compositions musicales dont les textes dénoncent cette suite interminable de dérives du pouvoir en place ont été injustement débusquées sans aucune forme de procès. Pourtant, des statistiques fiables font état de l'incontournable popularité de ces merengues très bien travaillées. Kanpèch, Boukmann Eksperyans, Brothers Posse, Allovi Yawe, Ram, Koudjay.

Point n'est besoin d'être fin critique d'art pour reconnaître dès la première audition que ces créations musicales ont répondu aux normes en créant l'effet attendu. Tant au niveau du texte, de la mélodie, de l'orchestration que de l'exécution, tous les commentaires leur sont favorables. Dans ce cas de figure précis, l'on est amené à se demander sur quel critère discriminatoire a pu se baser ce jury de machòkèt et de charlatans pour exclure ces groupes du défilé, si ce n'est que vouloir leur exclusion pure et simple de ces réjouissances populaires?

Nous à Haïti Liberté, nous maîtrisons fort bien la sociologie de cette classe de pirates, de contrebandiers, et de mètèques qui fait de l'exclusion l'élément fondamental de son projet de société. Fort de ces données, nous parions fort que ces disqualifications ne sont motivées que par des chromosomes de discrimination. Jamais au cours de l'histoire, aucun d'eux n'a consenti le moindre effort pour se libérer du démon de la haine, de la méchanceté et du crime financier qui constituent leur unique dénominateur commun où ils

ont tous «aterri». Référez-vous pour une seconde à l'affaire Clifford Brandt.

De fiasco en fiasco

Initialement le thème Aloral était bien « **Chak Ayisyen yon pye bwa** ». Mais, les incessants voye monte entendues sur le parcours ont prouvé qu'en lieu de carnaval national, il s'agissait de préférence du carnaval Voye Martelly monte. Le thème a automatiquement subi une modification notable. C'est bien : « **Chak tèt kale yon braslè woz** ». Gilbert Blayi Dyòlè dyòlè dyòlè lage bonm nan. Dyakout di l kite koken non.

Le spectaculaire fiasco qu'a connu ce carnaval Aloral en termes d'organisation était prévisible. Les membres de ce comité n'ont pas eu le courage de consentir les efforts indispensables pour délivrer une marchandise proportionnelle à ce budget mirobolant yo gentan fin boule a. Bien au contraire, Gilbert Bailly et ses acolytes ont préféré investir toute leur énergie pour châtier sauvagement l'orgueil de ces groupes qui n'ont pas hésité à se faire les porte-parole des frustrations des masses populaires. Mesye yo tèlman lèd yo pè gade figi yo nan glas.

Gilbert Bailly, n'ayant pas réussi à «atterrir» dans ses multiples tentatives désespérées pour faire marcher les Wana de Donn Kato, de Richard et de Lunise Morse, de Frédo Kanpèch de Kessy Koudjay a converti son échec en victoire. Déterminé à rester fidèle à son appartenance de classe, il a tout simplement fait appel à ses instincts de base en l'occurrence la haine, l'exclusion, et le châtement sauvage. Qu'en est-il alors des lourds investissements qu'ont consentis ces groupes victimes d'abus de pouvoir et de criantes injustices ?

Avec ce carnaval de l'exclusion, Monsieur Bailly a eu le mérite d'avoir «aterri» en exécutant à la lettre la sale besogne qui lui a été confiée. Parallèlement, cette manifestation publique d'intolérance et d'arrogance qu'on leur connaît a recueilli tout le mépris pro-

portionnel à sa réalisation. Un son tòi assorti d'un char Aloral sans couleur tombé en panne sur quelques mètres, a fait ressortir la volonté manifeste des organisateurs à boycotter Boukmann Eksperyans pour les avoir qualifiés de dyòlè. Bailly pap jwe. Li fè Lòlò peye frekansite l la chè. Will Dimanche le directeur de la Circulation de courte vue, n'a pas prévu un remorqueur pour dégager la voie obstruée par le char en panne de Boukmann. Et dame pluie est tout bonnement venue mettre un terme à cette manifestation de médiocrité

Mauvais augures

Pour terminer, une toute petite confidence à ne pas divulguer. A la fin de décembre dernier, revenant de Dame-

Marie dans la Grande-Anse, Haïti Liberté, a rendu une visite inattendue à Antwàn nan Gonmye. Chevauché par un Lwa ki wè lwen pase Grenn Pwonnemen, le devin nous a assuré qu'il était bien au courant de notre visite. Pour preuve de ses hautes capacités mystiques, Antwàn nan Gonmye nous a fait ces révélations.

«**Le pape Benoît 16 a regretté amèrement de n'avoir pas «aterri» en recevant Tèt Kale au Saint Siège en dépit d'une sévère mise en garde des autres cardinaux. Pour se punir férocelement, l'ap fè zèl en abdiquant. Et cette démission sera effective le 28 février prochain**». Ala divinò wè lwen papa. Lè Lepap wè kouman Tèt Kale mete Don Kato deyò nan kanaval

la li pa menm ka tann 28 fevriye pou l fè zèl depi 10 fevriye. Li mache rara a. Sa k ta di sa ?

Récemment, Haïti Liberté a été voir Wozañfè dans les Nippes. Assis sur une petite chaise en pailles, il fumait sa pipe tout en nous expliquant pourquoi Fanfan n'est pas venu. Derrière ses lunettes noires les fumées grises qui s'exhalaient des ses interstices esquissait un 8 qui s'effaçait sans avoir «aterri». Après avoir passé une carte, il secoua la tête de la droite vers la gauche tout en fredonnant entre ses dents jaunies par la nicotine «**Mwen wè yon tèt kale ki pral CHAVIRE**». Sonje m te di nou sa. Wozañfè pa konn fè anyen Aloral. Don Kato, ou pral jwenn jistis ou. Ekri l wa wè.

GUARINO FUNERAL HOME

Serving the Haitian Community for Over 30 Years

9222 FLATLANDS AVENUE
BROOKLYN, NY 11236

718-257-2890

EMMANUEL FUNERAL HOME

"An Oasis of Peace"

14300 West Dixie Highway, Miami, FL
110 South Dixie Highway, Lake Worth, FL

Fritz G. Duvigneaud
561.502.8244 • 561.588.0302
954.942.0056

Pasteur Enoch Milien
305.949.0603 or 6118
786.487.6836

Emmanuelfuneralhome@yahoo.com

Lettre d'Hugo Chavez pour le 21^e anniversaire de la rébellion civique militaire du 4 février 1992

De mon cœur de soldat va une accolade infinie pour mon peuple, pour les Forces Armées Nationales Bolivariennes. Je suis en pensée parmi vous en ce Jour de la Dignité Nationale.

Camarades, en commémorant le vingt-et-unième anniversaire de la rébellion civique militaire du 4 février 1992, je veux envoyer ce message avec une ferveur bolivarienne et révolutionnaire au peuple et aux Forces Armées unes et indivisibles.

Combien je regrette d'être absent physiquement du territoire de la patrie pour la première fois en cette lumineuse date de naissance de la révolte mais ainsi l'exige cette bataille que je livre pour ma guérison ici, dans la Cuba révolutionnaire et sœur, cependant mon esprit et mon cœur sont parmi vous en ce Jour de la Dignité Nationale.

Il y a des dates dans lesquelles tout le cours de l'histoire révèle et décide de l'orientation nouvelle des peuples. Il y a des dates significatives et éclairantes, qui se transforment en engagement et en indication d'un destin qui doit avoir lieu pour jauger le passé et voir avec plus de clarté l'horizon de liberté. Ainsi fut le glorieux 4 février 1992.

En ce jour mémorable, toutes les luttes de notre peuple ont été revendiquées ; en ce jour mémorable, nos libérateurs et nos libérateurs sont revenus-es par tous les chemins. En ce jour mémorable, Bolivar est revenu et est entré dans la bataille maintenant et pour toujours.

[Inspirés par] Bolivar, Robinson et Zamora, nous nous sommes levés en armes, nous sommes sortis ce matin-là de bonne heure risquant notre vie pour la patrie et pour le peuple; nous avions pleinement conscience qu'au Venezuela on avait touché le fond trois ans plus tôt avec la rébellion du 27 février 1989 qui nous avait indiqué le chemin. Le peuple, à cette date, offrit sa vie en combattant dans les rues le néolibéralisme sauvage que Washington prétendait nous imposer.

C'était nous, nous qui, en files militaires ne voulions pas continuer à porter l'ignominie d'être une garde prétorienne, d'être une classe politique aussi oppressive et corrompue que criminelle. Jamais plus ils ne nous utiliseraient pour étouffer dans le sang la juste clameur populaire.

Le «Caracazo» marqua une fin et un commencement. La fin d'un système étouffé dans l'audace, commencement d'une époque de changements qui exigeait de renaître dans la dignité populaire.

C'est nous, nous qui fimes irruption contre les ténèbres de l'injustice et de l'indignité qui accablaient le Venezuela pour lequel alors nous étions – comme disait le Che Guevara – guidés par de grands sentiments d'amour, d'amour bolivarien, populaire, rebelle, combattant, nous étions menés par une frénésie libératrice infinie, comme le voulait le père Libérateur, à nous lancer la peur au ventre, pour sauver la patrie.

Notre poète Gustavo Pereira nous dit avec une frappante simplicité ce qui suit : « L'amour est la seule chose importante au monde ». 21 ans ont passé depuis ce 4 février, d'angoisse et de petit matin, de courage et de sacrifice, et la marche continue à être dure. Mais avec la force irrésistible de l'amour, nous nous souvenons de Bolivar, nous allons à pas de vainqueurs vers l'indépendance définitive, vers la patrie socialiste et libérée.

Je veux exalter aujourd'hui le rôle de la femme vénézuélienne le 4 février, une Columbas Rivas, une Marisol Teran, représentant le groupe nourri de femmes qui accompagna la rébellion.



Je vais vous le dire avec mes mots d'il y a 21 ans : « Si notre mouvement triomphe, nous remettrons le pouvoir à notre peuple pour qu'il l'exerce et voilà qu'aujourd'hui, le peuple exerce pleinement le pouvoir »

Elles furent là à l'heure du désintéressement et de l'héroïsme, avec toute leur ferveur patriotique, avec toute leur abnégation.

Ici l'heure passe, ici l'histoire passe, unie au peuple qui la forge chaque jour. Voici le 4 février comme un cri sacré qui, depuis notre mémoire collective, dit au Venezuela : « Lève-toi et marche » et il en a été ainsi du Lazare collectif qu'est le peuple de Bolivar. Toutes et tous sommes les ouvriers de la patrie ressuscitée, de la patrie qui a pris enfin, dans ses bras, le drapeau bolivarien pour renaître à la lumière de la dignité.

Du plus profond du cœur du peuple, je dis avec Aquiles Nazoa, que grâce au 4 février, chaque compatriote peut avec certitude « regarder le paysage un matin et dire : « C'est ma ville, c'est ma patrie » ».

Sœurs et frères, aujourd'hui, 21 ans après cette révolte civique et militaire, après cette décision prise dans le plus grand amour pour le Venezuela, je pensais et repensais que l'unique voie possible pour posséder la patrie, est de vivre dans un pays réellement libre.

Le 4 février, notre peuple a vu se lever son espoir grâce au peuple soldat. Il s'est senti de nouveau accompagné par des militaires patriotes. Nous sommes sortis, nos épées au poing pour défendre les garanties sociales, les droits de la grande humanité vénézuélienne. Aucune autre ambition ne nous faisait avancer que celle de devenir les héritiers, les continuateurs de l'armée libératrice. Nous voulions revenir à notre essence bolivarienne, être véritablement le peuple en armes forgeant sa liberté.

Mon histoire était déjà connue, les révoltes militaires patriotiques et révolutionnaires, la Carupanaco, le Porteñazo et les années soixante ouvrirent une brèche historique et bien que les deux révoltes aient été brutalement étouffées par la démocratie bourgeoise, le sillon était resté ouvert pour la se-

mence. C'est de là que nous venons et d'encore plus loin, de la Résistance Indigène, des révoltes d'esclaves, de Chirinos, Gual et España, Miranda, Bolivar, Sucre, Zamora et Cipriano Castro.

Je me souviens de cette réflexion mémorable de ce grand penseur révolutionnaire appelé Walter Benjamin : « Le passé porte avec lui un indice temporel par lequel toute rédemption nous vient. Il y a un rendez-vous secret entre les générations passées et la nôtre ». Nous pouvons dire que ce rendez-vous secret a eu lieu le 4 février 1992 et le passé, le présent et l'avenir sont liés à cette rédemption.

Le 4 février a été pleinement justifié par l'histoire. Nous qui nous sommes rebellés contre le Pacte de Punto Fijo, nous avons été bénis par un peuple qui, aujourd'hui, est à l'avant-garde de la lutte pour la paix et pour la justice et qui est un vivant exemple pour les peuples du monde.

Honneur et gloire aux soldats et aux étudiants qui sont tombés ! En 1828, notre Libérateur écrivit : « Le patriotisme est un feu sacré que l'on ne peut dissimuler et qui, plus il s'étend en un sens véritablement pur, plus il donnera du bonheur au pays. » Combien j'ai médité sur ces paroles de notre commandant infini et plus je le fais, plus je me convaincs que telle fut la raison fondamentale qui nous amena à réaliser cette action héroïque du 4 février, ce feu sacré qui brûlait en nous ne pouvait rester caché.

Il nous reste, à nous, les vaillants soldats bolivariens et à moi parmi eux, de déchaîner cet incendie de liberté et de justice qui durera des siècles pendant que nous avons la patrie comme maintenant enfin nous l'avons.

Notre Luis Alberto Crespo dit à propos de votre serviteur : « Son ardeur vient de ce 4 février » mais cette ardeur n'est pas seulement mienne parce que Chavez, ce n'est pas moi. Chavez, c'est un peuple et en réalité et en vérité, Suite à la page (15)

Lettre A Obama !

Libérez les Cinq Cubains !



Par Jacqueline Roussie

Le premier février 2013

The White House
1600 Pennsylvania Avenue N.W.
Washington DC 20500

Monsieur le Président,

Le 28 décembre dernier, jour des Innocents, un écrivain espagnol facétieux a annoncé que votre épouse était en voyage privé à Cuba avec vos deux filles. Comme nous aimerions, Monsieur Obama, qu'une telle nouvelle soit vraie, que votre pays entretienne enfin des relations cordiales avec son proche voisin!

Au lieu de cela, alors que vous êtes au bord du gouffre financier, vous gaspillez une fortune à vouloir déstabiliser le régime cubain. Cuba veut pourtant la main, et vous propose un échange humanitaire entre les cinq cubains Gerardo Hernández, Antonio Guerrero, Fernando González, Ramón Labañino, René González, et votre concitoyen Alan Gross, ce qui rendrait possible de nouvelles relations entre vos deux pays.

Vous maintenez comme préalable à toute discussion un « retour à la démocratie à Cuba ». Depuis quand les Etats-Unis se préoccupent-ils de la démocratie des pays d'Amérique latine ? Leur seul souci depuis des décennies, a été de soutenir dans ces pays les grosses compagnies, qu'elles soient sucrières, fruitières, céréalières, pétrolières, ou autres. Dès qu'un pays veut reprendre le contrôle de ses richesses, les Etats-Unis volent au secours des grosses sociétés en fomentant des coups d'états, quitte à remplacer les gouvernements démocratiquement choisis par leurs peuples, par de sanglantes dictatures militaires.

Les intentions des Etats-Unis vis à vis de Cuba ont été exprimées très clairement en 1960, par le sous-secrétaire d'Etat pour les Affaires interaméricaines Lester D. Mallory, qui préconisait dans un mémorandum : « (...) Une mesure qui pourrait avoir un très fort impact serait de refuser tout financement et livraison à Cuba, ce qui réduirait les revenus monétaires et les salaires réels et provoquerait

la famine, le désespoir et le renversement du gouvernement ».

Cela semble rester votre ligne de conduite, en dépit du vote à l'ONU contre le blocus, de la presque totalité des pays.

En plus de cet isolement économique de Cuba, des terroristes connus, encouragés par la CIA et les gouvernements des Etats-Unis ont torturé, assassiné, saboté, multiplié les attentats, frappé l'économie cubaine.

Le travail des cinq Cubains était d'infiltrer les milieux terroristes de Floride, afin de prévenir les nombreux attentats contre des infrastructures touristiques de l'île. Par ces attentats, votre pays voulait porter un coup fatal à Cuba en ruinant son tourisme, au moment où les pays de l'Est cessaient leurs échanges économiques avec ce petit pays.

La mission d'Alan Gross à Cuba était d'une toute autre nature. Il était un sous-traitant de l'USAID, officine de votre gouvernement, qui œuvrait pour ce fameux « retour à la démocratie à Cuba », c'est à dire en finir avec un gouvernement qui déplaît à Washington.

L'immense majorité de la population, aux Etats-Unis comme à Cuba, aspire à une normalisation de vos relations bilatérales. Cette normalisation ne peut commencer que par la libération des Cinq et de celle d' Alan Gross. Un tel échange humanitaire ne semble pas une mission impossible, un précédent a eu lieu sous votre premier mandat de Président, avec la Russie !

Nous souhaitons vraiment, Monsieur le Président, que ce nouveau mandat soit celui d'un retour à des valeurs dignes du prix Nobel qui vous a été attribué un peu hâtivement, sur l'espérance dont vous étiez porteur.

Recevez, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments humanistes les plus sincères.

Jacqueline Roussie
64360 Monein (France)
Copies envoyées à: Mesdames Michelle Obama, Nancy Pelosi, Kathryn Ruemmler, Janet Napolitano, à Messieurs Joe Biden, John F. Kerry, Harry Reid, Eric Holder, Pete Rouse, Rick Scott, et Charles Rivkin, ambassadeur des Etats-Unis en France.

DR. DAVID DERISSE

Dentiste Haïtien



- Fillings & Cleaning
- Implants
- Bad Breath
- Bleeding Gums

We accept Medicaid & most major insurance plans

Nou pale kreyòl

651 West 180th St.
New York, NY 10033
718-421-1480
212-923-0505

www.dentistdentistaplic.com

Serving NY, NJ, PA & CT Metro Area



Dr. Kesler Dalmacy

1671 New York Ave.
Brooklyn, New York 11226

Tel: 718-434-5345

Le docteur de la Communauté Haïtienne à New York

service énergétique pourrait être fourni par l'autre et qu'un excédent de production en République Dominicaine pourra être écoulé en Haïti et vice versa. « Cet accord va augmenter le pouvoir de la République Dominicaine sur Haïti qui tend à devenir une province dominicaine, étant dépendante de ce pays pour la plupart des produits de consommation. Il a assimilé cet accord à une nouvelle dérive du gouvernement Martelly/Lamothe, accord qui dit-il, ne sera profitable qu'à la République dominicaine. », a-t-il indiqué. Le sénateur Jean-Charles prévient, par surcroît, que si un problème politique surgit entre les deux pays, les autorités dominicaines auraient toute la latitude de couper notre courant.

Le sénateur du nord avertit qu'il va initier des démarches auprès de ses collègues pour porter le gouvernement à faire le retrait de cet accord, tout en rappelant que l'ancien président René Prével avait, dans le passé, refusé de signer un accord du même genre. Le Premier ministre Laurent Lamothe avait promis au début du mois janvier 2013 la distribution 24 heures sur 24 du courant électrique d'ici les 6 prochains mois. Le sénateur Moïse Jean-Charles presse l'administration Lamothe de « délivrer ou démissionner. « Si malgré son incapacité à faire marcher le pays, elle refuse de désister, le peuple doit assumer ses responsabilités et exiger sa démission. » a lancé le sénateur Jean-Charles.

Quelques jours plus tard un Communiqué conjoint a annoncé le lancement du comité de pilotage de coopération binationale Haïti-République Dominicaine, Wilson Laleau,

Ministre du Commerce et de l'Industrie de la République d'Haïti, et plusieurs représentants d'institutions haïtiennes participent au lancement du Comité de pilotage du programme de coopération binationale entre Haïti et la République Dominicaine. Le représentant de S.E.M. Michel Martelly, Président de la République d'Haïti, et du Ministre de l'Environnement - M. Gesner Champagne, l'Ordonnateur National du FED en Haïti - M. Jean-Edner Nelson, l'Ambassadeur, Chef de la Délégation de l'Union Européenne en Haïti - Javier Nino Perez, se sont donné rendez-vous à Santo Domingo, ce mercredi 6 février, avec leurs homologues dominicains, pour lancer le Comité de pilotage du programme de coopération binationale entre les deux pays. Financé dans le cadre de l'appui de l'Union Européenne dans les deux pays, pour un montant global de près de 42 millions d'euros, ce programme s'est fixé pour ambition d'accompagner Haïti et la République Dominicaine dans leurs stratégies de développement national et régional, à travers un triple objectif :

1-Favoriser le développement d'une coopération économique et commerciale binationale, axée sur l'exploitation d'avantages réciproques et le renforcement de la solidarité.

2-Appuyer les initiatives transfrontalières dans le domaine du développement local et de gestion durable des territoires.

3-Renforcer les capacités des institutions publiques impliquées dans les relations binationales pour garantir un environnement favorable au développement des deux pays.

Dans le cadre de ce programme, il sera question, entre autres, de faciliter le commerce et l'harmonisation douanière, de conduire des actions en

faveur de l'environnement et du développement local dans les zones frontalières, de construire et de réhabiliter des infrastructures sur la zone au Nord de la frontière entre les deux pays.

Rappelant l'intérêt du modèle de regroupement des pays européens au sein de l'UE, le Ministre du Commerce et de l'Industrie a souligné l'importance, pour Haïti et la République Dominicaine, de trouver une formule de coopération apaisée.

« Haïti et la République Dominicaine doivent continuer ce dialogue, et mettre sur la table leurs intérêts afin de construire un avenir commun stable », a déclaré le Ministre, lors du lancement du Comité.

Entre-temps les Haïtiens continuent d'être victimes d'escrocs dans les consulats dominicains et les abus d'autorités dominicaines à la frontière. En fait, depuis quelques temps, pour avoir les documents de voyage pour entrer en République Dominicaine, les autorités exigent deux mille cinq cents pesos (2,500). Des Haïtiens mécontents de cette situation, de la communauté de Juana Mendez ont organisé un mouvement de protestation le mardi 6 février dernier.

Dans une note de presse, l'ambassade d'Haïti à Santo-Domingo dément avoir perçu l'équivalent de ce montant aux Haïtiens qui veulent entrer sur le territoire dominicain. Le directeur de l'immigration dominicaine, Jose Ricardo Teveras a informé jeudi 7 février qu'environ 400 passeports avec de faux visas dominicains ont été saisis durant les deux derniers mois au niveau de la frontière. Il a annoncé également l'arrestation de trois (3) personnes pour contrefaçon dans les provinces de Jimani et Independencia. Mais l'identité et la nationalité de ces

trois personnes n'ont pas été révélées. De toute façon, il existe un réseau de faussaires dans les consulats des deux (2) pays et ce sont les Haïtiens qui en sortent victimes.

D'un autre côté, au niveau de la frontière Anse-à-Pitres/Pedernales, les commerçants haïtiens de vêtements usagés protestent contre le comportement arbitraire des autorités dominicaines de la zone franche de Pedernales, qui leur réclament la somme de trois mille (3000) gourdes supplémentaires de la facture pour la livraison de leurs marchandises, selon l'agence en ligne Alter presse.

Le porte-parole de l'Association des Marchandes d'Anse-à-Pitres (AMA), Manicia Lafortune a fait savoir que les commerçants font face quotidiennement à des difficultés sur la

frontière haïtiano-dominicaine. « Les autorités dominicaines humilient et maltraitent les marchands et marchandes haïtiens qui fréquentent le marché binational. Elles réclament de l'argent pour favoriser certains produits au marché. Les autorités haïtiennes affichent une totale indifférence par rapport aux revendications des Haïtiens victimes. »

De toute évidence, avec une balance commerciale déséquilibrée (Haïti importe environ 1.5 milliards de dollars US de marchandises de la République Dominicaine), un développement économique et social incomparable. Alors, avec l'application d'une politique discriminatoire et d'exclusion envers des Haïtiens vivant de l'autre côté de l'île, Haïti va-t-elle vraiment profiter des accords d'entente de travail ?

Suite de la page (4)



Michel Martelly avait organisé un bal de carnaval au Palais de Sans Souci à Milot, Cap-Haïtien

Les manifestants ont critiqué également la décision de Martelly d'exclure pour des « raisons politiques » certains groupes musicaux du défilé carnavalesque, comme Brother's Posse dont le chanteur vedette, Antonio Chéramy, dit Don Kato,

originaire du département hôte du carnaval 2013. Des craintes de manifestations, hostiles au gouvernement, ont été exprimées tout de suite après la décision de Martelly d'exclure certains groupes musicaux de la grande fête populaire.

Tel: 718-421-0162
 editor@haitiliberte.com

Directory Classified

ADOPTION
 Pregnant? Anxious? Get FREE, no-pressure, confidential counseling, guidance, financial assistance at our licensed agency; if adoption is your plan, choose from loving, pre-approved families. Call Joy: 866-922-3678. www.ForeverFamiliesThroughAdoption.org.

BUYING/ SELLING
 Gold, gold coins, sterling silver, silver coins, silver plate, diamonds, fine watches (Rolex, Cartier, Patek), paintings, furs, estates. Call for appointment 917-696-2024 JAY

DRIVERS
 CDL-A. TEAM WITH TOTAL .50c/ Mile. For Hazmat Teams. Solo Drivers Also Needed! 1 year experience required. 800-942-2104. Extension: 7308 or 7307. www.TotalMS.com

HEALTH
 BUY REAL VIAGRA, Cialis, Levitra, Staxyn, Propecia & more... FDA- Approved, U.S.A. Pharmacies. Next day delivery available. Order online or by phone at viamedic.com, 800-467-0295

HELP WANTED
 Driver- \$0.03 quarterly bonus, plus \$0.01 increase per mile after 6 and 12 months. Daily or weekly pay. CDL-A, 3 months current exp. 800-414-9569 www.driveknight.com

HELP WANTED
 HOME HEALTH AIDES: Immediate Work! Free Training-Nassau/Suffolk. Sign-on Bonus, Paid Vacation, Paid In-Service, Direct Deposit...Nassau 516-681-2300, Queens 718-429-6565, Suffolk 631-654-0789, Bronx 718-741-9535

HELP WANTED
 Drivers- HIRING EXPERIENCED/ INEXPERIENCED TANKER DRIVERS! Earn up to \$.51/mile! New Fleet Volvo Tractors! 1 Year OTR Exp. Req.- Tanker Training Available. Call Today: 877-882-6537 www.OakleyTransport.com

LAND FOR SALE
 2- COUNTY LAND LIQUIDATION! Bank Repos. Farm Estates, Short Sales. 3- 38 acres from \$9,800! Streams, views! Build hunt, invest! Easy drive from NYC. Terms available! (888)905-8847

LEGAL
 DIVORCE or annulment in as little as one day. Over 50 years experience. 100% guarantee. From \$995. All information at www.divorcefast.com

OUT OF STATE REAL ESTATE
 Exeter, NH: 55+ New homes from \$69,900-\$129,000. 2br/2ba Along Scenic Exeter River. 7 miles to ocean, 50 minutes to Boston! 603-772-5377 or email exeterriverland@comcast.net

OUT OF STATE REAL ESTATE
 Sebastian, FL: Affordable custom factory constructed homes \$45,900+, Friendly community, No Real Estate or State Income Taxes, minutes to Atlantic Ocean. 772-581-0080, www.beach-cove.com. Limited seasonal rentals

SERVICES
 Cellini Chair Doctor. Refinishing, Reupholstery, Drapery, Chairs, Tables, Bedrooms, Diningrooms, Custom Upholstered Headboards, Valences, Cornices & more. Over 50 years experience. FREE ESTIMATES call 347-627-5273

DAISLEY INSTITUTE
 2172 Flatbush Ave., Brooklyn, NY
718-377-4070

TRAIN TO BECOME A HEALTH PROFESSIONAL IN 4 WEEKS TO 8 MONTHS

NURSE AIDE	\$685
HHA	\$520
PCA/HOME ATTENDANT	\$300
MEDICAL ASSISTANT	\$6000
PHARMACY TECH	\$900
EKG & PHLEBOTOMY	\$690
NURSE TECH/ PATIENT CARE TECH/PCA	\$690

Having difficulty passing the New York Nurse Aide Exam? Try our Nurse Aide Exam Prep Course...\$2500

Morning, evening & Saturday classes, loans available.
Call 718-377-4070

VACATION RENTALS
 OCEAN CITY, MARYLAND. Best selection of affordable rentals. Full/ partial weeks. Call for FREE brochure. Open daily. Holiday Real Estate. 1-800-638-2102. Online reservations: www.holidayoc.com

WANTED
 CASH for Coins! Buying ALL Gold & Silver. Also Stamps & Paper Money, Entire Collections, Estates. Travel to your home. Call Marc in NYC 1-800-959-3419

WANTED TO BUY
 WE BUY ANYTHING OLD. Costume Jewelry, fountain pens, old watches, world fair and military items. Cigarette lighters, anything gold. Call Mike 718-204-1402

Suite de la page (6) Plan pou fè...

veritab dinasti nan peyi a. Nan konplway li ak gouvènan mafya a, li achte Voilè. Nan kont maltaye ak Meri Pötrens, li achte 66% nan mache Hypolite. Li louvri yon gwo konplèks nan Petyonvil ki rele Irish Village (sa vle di an kreyòl : Vilaj Ilann, peyi O'Brien). Gen ladan l yon bar, yon restoran ak plizyè lòt magazen. Kounye a, li ap achte tout tè ak lòt biznis ki gen nan Tijo pou konstwi yon gwo otèl nan zòn nan, Le Maryotte. O'Brien, anplis tout sa, se youn nan prensipal reprezantan Fondasyon Clinton an Ayiti. Misye komanse gen pèz nan mete ak wete prezidan sou pouvwva, se nan men li Prével t ap pran enpe lòd epi jodi a ni Lamothe ni Sweet Micky ap pran kèk dikte pa yo. Tout sa montre nou nesite pou lajan pèp la pa fè yon pa kita yon pa nago nonplis. Se nan mityèl solidarite ak kès popilè pou l sere lajan l. Se nan konpayi telefòn ki ofri popilasyon ak nasyon an avantaj pou l pran sèvis. Se

pwodui natif natal pou l achte pou tout sa li bezwen, depi nou pwodui yo. Eskandal ki pete nan Sena, nan mwa janvyè 2013 la, nan konvokasyon Minis TPTC ak Direktè Biwo de Min lan sou koze kontra eksplorasyon ak eksplwatasyon resous min nan Nò ak Nodès yo, montre n kijan miltinasyon meriken ak kanadyen mete ansanm ak fo konpayi ayisyen pou piye pi rès resous natirèl peyi a. Devan tout pilyaj sa yo, patriyòt yo pa dwe rete san aj; fòk yo al travay ak peyizan nan mòn yo, nan zòn min yo, pou ranfòse kapasite rezistans yo, ede yo monte brigad vijilans pou resous natirèl nou yo pa fè yon pa kita yon pa nago jouk tan gen yon Leta konseknan pou eksplwate yo nan bon kondisyon, nan enterè ak avantaj nasyon an.

Jean Jacques AINÉ
 Santinèl Pèp la Volim III, Nimewo 8 Desann 2012

Suite de la page (6) Aloral*

kita kita
 nago nago
 pou Ayiti m nan pou ti peyi m nan
 pou rastaman yo
 mwen prèt pou m al nan simityè
 rastaman yo a leve drapo brother's la
 pitwo
 pou ayiti m nan pou ti peyi m nan pou
 nèg lakay yo
 ministha mèt manje m kou kabrit
 minista men k-to
 fèzèlfèzèlbèèèè
 minista men k-to
 fèzèlfèzèlbèèèè
 minista men K-to
 fèzèlfèzèlbèèèè
 ebyen ti Michel lage rara min wi an pou
 nèg yo non
 douvan jouwi
 eeeeeeebiwwwww [4 fwa]
 w ap mande m pawòl
 hiiiiiii
 men bèl pawòl
 hiiiiiii
 w ap mande m koze men bèl koze
 nan zafè vwayaje griye lajan

ateri
 nan zafè siren bloke lari
 ou ateri
 nan zafè BBM revoke moun
 ou ateri
 nan zafè chelbè bloke lari
 ou ateri
 edikasyon Aloral
 eta dedwa Aloral
 anviwonman Aloral
 kreyasyon danplwa Aloral
 ti doudou cheri Aloral
 ti papi cheri Aloral
 ti beuuufff Aloral
 kot diri kot hey kot diri gagòt la
 pou ayiti m nan pou ti peyi m nan
 pou rastaman yo
 mwen prèt pou m al nan simityè
 rastaman yo a leve drapo brother's la
 pi wo
 pou ayiti m nan pou ti peyi m nan pou
 nèg lakay yo
 ministha mèt manje m kou kabrit
 ooo gad jan w pèp vle viv
 oooo pèp ayisyen vle viv [bis]
 * Tèks Kanaval Brother's Posse

ignorance des principes bancaires élémentaires. Dans leur fallacieux entendement, le gouvernement haïtien avait un accès immédiat à ces dépôts du fait qu'ils ne produisaient pas d'intérêts. La BNH ne servait que de coffre fort pour sécuriser l'argent déposé. Ces pratiques absurdes se perpétueront dans le système bancaire après l'haïtianisation et la création de la Banque Nationale de la République d'Haïti (BNRH) qui fut à la fois Banque centrale et banque commerciale d'État.

Assimiler les activités d'une banque commerciale à celle d'un locataire de coffre fort est la conception aberrante de nos deux ministres des finances qui ont fait perdre annuellement à Haïti des montants substantiels sur les 4 millions de dollars de revenus gouvernementaux qui y ont été déposés au cours de l'occupation américaine [7]. Le prix de l'ignorance n'a jamais été aussi élevé. En se laissant diriger systématiquement par des gens qui ne sont pas à la hauteur car n'étant pas outillés pour aller au fond des choses, la société haïtienne n'est-elle pas condamnée à se faire avoir ? À moins de « Mete Dwadelom nan dèyè yo » comme le recommande la méringue Dwadelom de Vwadèzil ! Le système financier ne soutient pas la croissance et le développement. Le gouvernement Martelly utilise la même grille de lecture néolibérale de l'économie et de la finance introduite par Leslie Delatour en 1996 avec les bons BRH. La finance ne sert pas au développement, qu'il s'agisse de la dette publique et de son financement à travers les bons BRH, de la politique des réserves obligatoires de la Banque centrale (BRH) et du rationnement du crédit par les banques commerciales. Dans tous les cas, les taux d'intérêt

ainsi que les marges d'intermédiation sont élevés. Les possibilités pour les agents économiques de se financer sont réduites. Le crédit par rapport au PIB est faible. Il est de 15% en Haïti alors qu'il est double à la Jamaïque, à Trinidad et à la Barbade. Dans le même temps, les marges d'intermédiation comprises entre 12 et 15% sont le double en Haïti par rapport à celles dans ces autres pays caribéens. Dans le secteur agricole, les entrepreneurs enregistrent des taux d'intérêt planchers de 34% qui rendent difficile la rentabilité de leurs exploitations [8].

Des vérités qui sautent aux yeux

Les donateurs internationaux utilisent le prétexte que le gouvernement est composé d'incapables pour lui donner à peine 1% du volume de l'aide. Les milliards de l'aide gérés par la défunte Commission Intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH) ont été canalisés à travers plus de 10 000 organisations non gouvernementales (ONGs) qui font la pluie et le beau temps. Ces ONGs contrôlent 2/3 des dépenses nationales en matière sociale et économique et manipulent 50% des devises entrant au pays. Haïti a encore les taux d'inscription les plus faibles à l'école primaire (57.8%) et à l'école secondaire (20.8%). Le Programme de Scolarisation Universelle, Gratuite et Obligatoire (PSUGO) mis en avant pour accroître la fréquentation scolaire se révèle un vrai capharnaüm comme le démontrent les experts en éducation Roger Annis et Travis Ross [9]. Ce programme est un trou noir (comme d'autres trous noirs tels que Ti-Manman Chéri, Aba Grangou et le nouveau venu Ede Pèp) car il

n'y a eu ni formation des maîtres, ni programmes de suivi, ni mécanismes d'évaluation et d'audit. Ces actions seraient utiles si elles s'inscrivaient dans un plan d'ensemble privilégiant la qualité. Selon le dernier rapport de Transparency International de 2012, Haïti est le pays caribéen le plus corrompu et elle est classée 165e sur 176 pays dans le monde avec la notation faible de 19 sur 100 (plus ce chiffre est élevé, moins le pays est perçu comme corrompu). Mais le discours du pouvoir dit que les jours sombres sont révolus. C'est l'heure de la rédemption ALORAL comme le dit la méringue carnavalesque de Brother's Posse chantée par Don Kato ! Toutes les promesses de Martelly sont faites du bout des lèvres, à l'oral. La société haïtienne n'aime pas les gens qui ont du caractère. Ni ceux et celles parlant des vérités qui pourtant sautent aux yeux. Des vérités accablantes pour le pouvoir et camouflées par la censure et l'autocensure.

Haïti est le mauvais dernier dans tous les secteurs. Dans le rapport sur la compétitivité dans le monde [10] pour l'année 2012, Haïti est classée 142e sur 144 pays, en baisse d'un cran par rapport à l'année précédente où elle occupait la 141e place. Le Global Executive Survey considère la corruption en Haïti comme un facteur qui entrave la bonne marche des affaires. La manière dont les contrats de prospection des gisements miniers (or, argent et cuivre) ont été octroyés a de quoi inquiéter. Le rejet par le Sénat des contrats signés à la cloche de bois et en violation des lois haïtiennes vient confirmer les résultats des enquêtes publiées par diverses sources sur le mauvais climat des affaires en Haïti. Aucun masque ne peut travestir ces faits. Même pas le meilleur carnaval cache-crie !

Un total de 128 nifestations contre Martelly

Partout, ce sont des frustrations dressant le lit de la contestation et de la révolte. Une explosion est donc prévisible, à moins que le gouvernement se montre plus scrupuleux de la justice et des droits de l'homme. Il ne faut rien écarter. Le sénateur républicain américain Lamar Alexander a évoqué la possibilité d'un coup d'état en Haïti en 2013. Ou pa kon ki kote dlo pase poul monte nan kokoye. Le changement ne viendra pas nécessairement du secteur démocratique actuellement dans l'opposition. Il ne faut pas oublier que le commando qui a débarrassé notre voisin la République Dominicaine du dictateur Trujillo était composé d'anciens proches et fidèles du Maitre. Un commando composé de El Negro, d'origine haïtienne ; un officier d'origine libanaise, très chrétien qui, avant de commettre l'attentat est allé demander l'autorisation au nonce apostolique qui la lui a donnée au nom de Dieu ; et enfin un soldat de la garde présidentielle.

Le climat de sécurité n'existe pas pour l'investissement en Haïti. La résolution 10901 du Conseil de Sécurité de l'ONU en date du 28 janvier 2013 exigeant l'organisation d'élections en Haïti en 2013 est la preuve par 100 que rien ne marche. Loin de toute passivité, les 128 manifestations de protestation organisées entre août et octobre 2012 contre le gouvernement Martelly [11] sont un avertissement de taille que le peuple haïtien n'est pas prêt à accepter n'importe quoi. Les méringues carnavalesques indiquent dans leur grande majorité deux choses : l'échec du conditionnement des cerveaux par la propagande gouvernementale et un pessimisme certain face à l'avenir pour le gouvernement Martelly. Le rejet de la culture de peur et de confusion est clair.

Notes

- 1- Kim Ives, « Le sénateur Moïse Jean-Charles dénonce Martelly ! », Haïti Liberté, 4 - 10 Janvier 2012
- 2- Georges Corvington, Port-au-Prince au cours des ans - La capitale d'Haïti sous l'occupation 1922-1934, P-au-P, Imprimerie Deschamps, 1987, p. 311
- 3- Leslie Péan, « Haïti - une économie de simulacres », Le Nouvelliste, P-au-P, 25 janvier 2013
- 4- AlterPresse, Haïti-2012/Justice : Sous l'emprise du pouvoir exécutif et au service de l'impunité, P-au-P, 31 décembre 2012. Lire aussi « Affaire Josué Pierre-Louis : des organisations de droits humains interpellent le juge d'instruction », Haïti-Conscience Citoyenne, 21 décembre 2012
- 5- William G. O'Neill, « Analyse des décisions arrêtées par le Commissaire du Gouvernement Félix Léger au 3 novembre 2011 et par le Juge d'Instruction Jean Carvès au 30 janvier 2012 », Social Science Research Council, New York, NY, 1er février 2012, p. 4
- 6- Dady Chéry, « Mountains behind Haiti's protests », News Junkie Post, October 4, 2012
- 7- Paul Douglass, « The American Occupation of Haiti II », Political Science Quarterly, Vol. 42, No. 3, September 1927, p. 386-387
- 8- Jacob Kushner, Haitian farmers call on US to stop subsidizing its own, www.globalpost.com, April 12, 2012
- 9- Roger Annis and Travis Ross, « Martelly's 'education plan' for Haiti is a failed private enterprise model », Canada Haiti Action Network (CHAN), March 20, 2012
- 10- Klaus Schwab, The Global Competitiveness Report 2012-2013, World Economic Forum, Geneva, 2012
- 11- International Crisis Group, Governing Haiti : Time for National Consensus, Belgium, 4 février 2013, p. 55

Radio Kiskeya 9 février 2013

Suite de la page (13)



Je veux exalter aujourd'hui le rôle de la femme vénézuélienne le 4 février, une Columbas Rivas, une Marisol Teran, représentant le groupe nourri de femmes qui accompagna la rébellion. Elles furent là à l'heure du désintéressement et de l'héroïsme, avec toute leur ferveur patriotique, avec toute leur abnégation



Camarades, en commémorant le vingt-et-unième anniversaire de la rébellion civile militaire du 4 février 1992, je veux envoyer ce message avec une ferveur bolivarienne et révolutionnaire au peuple et aux Forces Armées unes et indivisibles

plus le feu sacré s'étend, véritablement pur, plus Notre Amérique et cette patrie immense qui s'appellent l'humanité atteindront la suprême félicité.

Ne nous trompons pas. Cette certitude qui nous poussait en avant, nous, les soldats boliviariens, est iden-

tique à celle qu'incarnent des millions de compatriotes et se propage dans chaque coin de la patrie, transformant en réalité ce que fut cet acte de rébellion.

Je vais vous le dire avec mes mots d'il y a 21 ans : « Si notre mouvement

trionphe, nous remettrons le pouvoir à notre peuple pour qu'il l'exerce et voilà qu'aujourd'hui, le peuple exerce pleinement le pouvoir.

Le 4 février fut un jour qui mit sur pied des forces qui sont encore en expansion. Le 4 février n'est pas terminé, son esprit d'insoumission doit nous accompagner chaque jour parce que les pouvoirs que nous avons affrontés depuis plus de deux décennies persistent dans leurs tentatives d'arrêter le cours de l'histoire au Venezuela, dans Notre Amérique et dans le monde. Ils menacent de détruire l'humanité et la planète.

L'esprit de rébellion doit vivre en chacun de nous pour continuer à avancer et ne pas stagner. Rappelons-nous cette phrase de notre éternel commandant en chef, Bolivar, qui nous dit : « Rien ne se fait lorsqu'il n'y a rien à faire ». Pour cela, le maintenant d'il y a 21 ans est aujourd'hui un toujours du peuple bolivarien.

Portons toujours bien haut la devise du père Libérateur, unité, unité, unité. Proclamons sans hésitation l'unité et construisons-la chaque jour. Faisons que l'empire et ses laquais, dans leurs tentatives réitérées pour nous diviser, s'en aillent avec la leur, faisons que fleurisse le bien inestimable de l'union. Nous avons encore beaucoup de patrie à libérer et, pour cela, nous avons besoin d'être chaque jour plus unis en tant que peuple.

De mon cœur de soldat, j'envoie une accolade infinie pour mon peuple, pour les Forces Armées Nationales Bolivariennes. Qu'elles me sentent au milieu d'elles, en ce jour de la Dignité Nationale. Je suis avec vous, portant le béret rouge et le brassard tricolore, multiplié dans l'amour populaire, l'amour que vous me donnez et qui me donne la vie. 4 février béni sois-tu maintenant et pour toujours !

Jusqu'à la victoire toujours !
Indépendance et Patrie Socialiste !

**Hugo Chavez Frias,
Commandant en Chef de la
Révolution Bolivarienne**

(Traduction Françoise et
Gaston Lopez)
Cuba Si France 6 février 2013

MAXX TAX SERVICES & REAL ESTATE CONSULTANT CORP

- Income Tax: Individual • Business
- Rapid Anticipation Check (RAC)
- Real Estate: Residential • Commercial
- Condo • Coop • Rentals
- Notary Public



Max W. Marcelin, Tax Consultant.

Cell: 718-954-5384

Leonite Gourdet, Tax Consultant.

Cell: 718-207-3917

Nou pale kreyòl!

1424 Flatbush Ave., Brooklyn, NY 11210
(Corner of Farragut Road)

718.576.6601

Receive a 20% discount on your tax preparation with this ad.



Le programme gouvernemental...

Suite de la page (8)
chanteur-candidat Joseph Michel Martelly, devenu président de la République le 14 mai 2011.

L'engagement de scolarisation gratuite en Haïti n'est pas seulement le serment d'un politicien ; c'est aussi et surtout une obligation faite par la Constitution de 1987 en son article 32 qui stipule que « l'Etat garantit le droit à l'éducation » et « L'éducation est une charge de l'Etat et des collectivités territoriales. Ils doivent mettre l'école gratuitement à la portée de tous, veiller au niveau de formation des Enseignements des secteurs public et privé. »

D'après le Menfp, le Psugo devrait payer les frais scolaires pour les élèves qui sont en 1^{er} et 2^e cycles (école élémentaire) : 250 gourdes (6 \$ US) pour chaque élève dans les écoles publiques et 90 \$ (3,600 gourdes) pour chaque élève dans les établissements privés. (En Haïti, la majorité des institutions scolaires – à peu près 80 % – sont privées.) A part le paiement des frais scolaires, le Psugo promet de créer de nouvelles écoles et de s'assurer que tous les élèves aient des fournitures classiques et des matériels didactiques.

Dans plusieurs coins de la capitale et dans tout le pays, sur des affiches géantes, à la radio, à la télévision, dans les journaux et réseaux sociaux, pullulent des publicités du Psugo. Celles-ci clament que le programme atteint 1, 021,144 enfants.

AKJ n'a pas pu confirmer ce chiffre. Cependant, beaucoup de doutes planent sur sa véracité, d'abord et avant tout parce qu'il est un des nombreux chiffres. Dans une entrevue accordée au quotidien « Le Nouvelliste » en décembre 2012, un cadre du Menfp proclame avoir envoyé à l'école 1, 287,814 élèves pour l'année académique 2012-2013. D'où proviennent les autres 250,000 élèves ? De plus, Menfp dit publiquement avoir touché 837,489 élèves lors de l'année académique précédente (2011-2012). Cependant, dans un document officiel du gouvernement livré au Fond monétaire international (Fmi) au mois d'août 2012, on notait 165,000 enfants bénéficiaires. Par ailleurs, d'autres raisons peuvent aussi susciter des doutes, du fait qu'il semble qu'aucune supervision externe et interne ne soit assurée.

La provenance du financement du programme soulève encore plus d'interrogations. Selon le gouvernement, le Psugo est financé en grande partie par « le trésor public, les taxes prélevées sur les appels internationaux et les transferts d'argent de la diaspora vers Haïti », prélèvements que plus d'un qualifie d'illégaux. Le fonds qui devrait être créé pour recevoir les prélèvements – le Fonds National pour l'Éducation – n'a pas encore reçu l'approbation du parlement haïtien. Nombreux sont les rapports notant que l'argent collecté pour ce fonds reste bloqué.

Bien que la légalité des prélèvements ne soit pas considérée, beaucoup de mystères persistent sur la quantité d'argent collecté et dépensé jusqu'à date. En mai 2012, un officiel a indiqué que le gouvernement a dépensé, pour la première année scolaire 900 millions de gourdes, soit à peu près, 22 millions \$ US.

Par contre, une autre information diffusée par le Menfp a mentionné que 490,000 des 837,489 élèves sont scolarisés dans des écoles publiques, et les 347,489 autres, dans des institutions privées. Si le coût est 90 \$ US (ou 3,600 gourdes) pour chaque élève, le ministère devrait payer 31, 274,010 \$ US ou 1, 313, 508,000 gourdes pour les enfants des écoles privées seulement, un chiffre nettement supérieur aux 900 millions de gourdes qu'il dit avoir dépensés. [voir aussi Haïti Liberté, 23 janvier 2013].

AKJ n'a pas eu accès au budget du Psugo et n'a pas pu visiter les 10,000 écoles inscrites (prétendument) dans le programme. Cependant, son enquête a découvert beaucoup de raisons pour lesquelles les autorités, et le peuple haïtien, devraient hésiter à crier « victoire ».

Le PSUGO n'a pas tenu ses promesses

Jean Marie Monfils, professeur et directeur d'une école à Léogâne, située à 30 kms. de Port-au-Prince, d'un air furieux, défie les fausses promesses du Psugo : « Ils ont parlé d'uniforme, de cantine scolaire, et d'autres choses encore. Mais, au point où nous en sommes, on n'a encore pratiquement rien trouvé. On est des 'oubliés' à Léogâne ».

L'expérience du professeur Monfils n'est pas l'unique. Hercule André, âgé d'une cinquantaine d'années et directeur d'une école nationale à Darbonne à Léogâne, salue cette initiative. Toutefois, il ajoute que « le seul bénéfice que peut soustraire les enfants, c'est qu'ils ne paient pas. A part cela, il n'y a rien. Les enfants viennent à l'école, mais n'ont pas de livre comme promis pour suivre les cours ».

En janvier, plusieurs professeurs d'Anse-à-Pitre, dans le sud-est du pays, contractuels du Psugo, affirment ne pas recevoir de salaire depuis octobre 2012. « Depuis quatre mois, nous travaillons sans aucune rémunération », a déclaré le professeur Jean-Rony Gabriel à l'agence en ligne AlterPresse. « J'ai une famille dont je dois m'occuper. Je parcours plusieurs kilomètres à moto avant d'arriver sur les lieux de mon travail ».

L'enquête d'AKJ dans la capitale et dans la région de Léogâne ne contredit pas les témoignages. Parmi 20 écoles visitées, seulement deux reconnaissent avoir reçu des fournitures et des matériels didactiques. En plus, parmi les 20 directeurs ou responsables interrogés en novembre 2012, dix semaines après la réouverture des classes en Haïti, presque tous – 16 sur 20 – n'ont pas reçu le troisième versement pour l'année scolaire 2011-2012, et 19 sur 20 affirment n'avoir encore rien reçu pour l'année en cours. « On ne peut affirmer jusqu'à présent, si on fait partie de ce programme [Psugo] ou non. Actuellement [novembre 2012] on n'a encore rien obtenu des responsables », admet Monfils. « Il y a eu un problème très grave où beaucoup d'écoles qui ont signé leur contrat d'appartenance au Psugo n'avaient pas pu trouver ce qui leur était dû pour l'année académique 2011-2012. Mon école a beaucoup souffert dans ce dossier », ajoute-t-il, désespéré.

La Confédération nationale des



Un enseignant répète des mots aux élèves qui n'ont pas de manuels scolaires ou de fournitures, dans une école nationale à Darbonne

Photo: AKJ/Marc Schindler Saint Val

éducateurs et éducatrices haïtiens (Cneh), l'un des syndicats nationaux, a fait le même constat. « Parce que les dirigeants n'ont pas décaissé l'argent à temps, les directeurs d'école étaient dans leurs petits souliers. Ils n'ont pas trouvé de quoi payer les professeurs », note Edith Délorde Delouis, enseignante et secrétaire générale de la Cneh.

« Virage vers la qualité ? »

Un autre défi du Psugo, c'est la qualité d'éducation que reçoivent les écoliers. Pour l'année en cours, le refrain du ministère entonne un « Virage vers la qualité » avec plus de supervision. « Le ministère a très clairement mis l'accent sur la qualité. Accès oui, mais amélioration de la qualité parce que l'éducation n'aura de sens que quand elle est de qualité », d'après Miloody Vincent, responsable de communication du Menfp. « Ce nouveau départ consiste à former de meilleurs professeurs, faire une dotation de matériels scolaires aux enfants et surtout de veiller à la formation des enfants dans les écoles ».

« On mettra un accent particulier sur la supervision scolaire », ajoute Elicel Paul, coordonnateur du Psugo dans une autre interview. Et le président Martelly, lui aussi, s'est prononcé abondamment sur la question de la « qualité », lors de la distribution d'une centaine de motos aux responsables des directions départementales d'éducation. « Il ne s'agit pas de mettre seulement les enfants à l'école, il faut s'assurer de la qualité de l'éducation et des services offerts aux élèves », soutient le chef de l'Etat le 15 mars 2012.

Toutefois, l'enquête d'AKJ a révélé que les écoles participant au Psugo fonctionnent presque sans aucune supervision. Sur les 20 écoles, 25 % n'ont reçu aucune visite d'inspecteurs pour l'année scolaire 2011-2012, et seulement 24 % affirment en avoir reçu une seule visite.

Guillaume Jean, directeur du Collège chrétien de Léogâne, l'affirme sans embarras : « On n'a pas trouvé de visites d'inspecteurs. Ils ont seulement appelé pour prendre quelques informations. Nous nous réunissons avec eux que dans leurs locaux au lycée [Lycée Anacaona de

Léogâne]. »

Erreurs et fraudes ?

Peut-être en raison de son budget farmineux, le programme PSUGO semble avoir attiré les tricheurs.

En juillet 2012, plus de 5 millions de gourdes (plus de 119,000 \$ US) dans l'argent prévu pour le Psugo à Port-de-Paix, dans le département du Nord-Ouest, ont été détournées. D'après plusieurs rapports dans la presse, le directeur du bureau régional du Menfp a utilisé un groupe d'adolescents comme des « directeurs d'école » pour l'obtention de chèques de 200,000 ou de 300,000 gourdes. Le directeur impliqué dans ce scandale a pris la fuite en traversant la frontière haïtiano-dominicaine.

AKJ ne dispose pas de moyens pour enquêter sur les éventuelles fraudes dans le Psugo au niveau national, voire à Port-au-Prince. Toutefois, comme par hasard, il a pu découvrir une école dont le nom est inscrit sur la liste des établissements ayant reçu de l'argent du ministère qui pourtant n'a jamais fonctionné. « Bientôt Collège Justin Lhérisson », annonce une petite enseigne poussiéreuse à l'entrée de la route de Darbonne à Léogâne.

« C'était un projet d'un magistrat de la zone alors qu'il n'était que candidat. Maintenant qu'il a été élu, il n'est jamais revenu sur le projet ! », a lâché un voisin.

L'année dernière, l'Initiative société civile (Isc) s'est penchée sur le Psugo dans une étude, et a accusé le programme d'avoir créé plusieurs écoles fantômes, communément appelées, « écoles valises ».

« Nous avons fait une enquête qui a révélé qu'un tiers jusqu'à peut être un quart des écoles pour lesquelles on [l'Etat] a ouvert un compte courant n'avaient même donné leur approbation », d'après Rosny Desroches, directeur exécutif d'Isc et également ancien ministre de l'éducation nationale.

Psugo : quelle éducation, pour quels enfants ?

La Constitution haïtienne de 1987 garantit le droit à l'éducation de qualité et gratuite. En dépit de ces problèmes de fraude,

arriérés de salaires, matériels didactiques non-livrés, le programme du gouvernement de Martelly scolarise au moins une quantité d'enfants, même si la quantité exacte reste inconnue. Mais dans quelles écoles, pour quelle qualité d'éducation et pour quels enfants ?

Une école publique du Psugo doit recevoir pour une année 250 gourdes tandis que celle dite privée, 3,600 gourdes : soit, par jour, moins d'une gourde (2 centimes US) pour une école publique et 22.5 gourdes (50 centimes US) pour celle dite privée. Par comparaison, une année scolaire en cours primaire au Lycée Alexandre Dumas (une des meilleures écoles du système français en Haïti) coûte plus de 100,000 gourdes (2,389 \$ US), soit 625 gourdes par jour : Cela représente plus de 600 fois le prix par jour d'une école publique du Psugo, et près de 30 fois le prix par jour d'une école privée touchée par ce programme gouvernemental d'éducation. (Ce montant n'inclut pas l'assurance de santé, le prêt d'ouvrage, et encore moins les fournitures scolaires.) Une école de niveau moyen, comme le Collège Le Normalien, coûte un peu plus de 20,000 gourdes (475 \$ US), soit 125 gourdes par jour, pour la 1^{ère} année fondamentale.

La professeure Delouis de la Cneh explique : « Dans le secteur privé, on a plusieurs catégories d'écoles. On a une catégorie pour les gens riches (très restreinte mais de meilleure qualité), une pour les pauvres, une pour ceux qui sont extrêmement pauvres, une pour ceux qui se débrouillent, ce qui veut dire que les enfants, les citoyens, ne s'y retrouvent pas, alors que l'école devrait être le lieu de brassage de la société. »

Le professeur Haram Joseph, directeur d'une école à Darbonne, raconte son insatisfaction. « Prendre de l'argent ! Une taxe légale ou illégale, c'est investir des milliards de gourdes dans l'éducation. Et dans cinq ans il faut un résultat... A mon avis, si le gouvernement continue sur la même lancée on aura des directeurs d'écoles pleins aux as, et finalement des enfants qui ne savent rien, » dit-il tristement.

Dans une autre institution scolaire participant au Psugo et bénéficiant d'une assistance étrangère, il était midi, sous un soleil de plomb, des dizaines d'écoliers travaillent. Relogée après le séisme du 2010, l'école nationale Charlotin Marcadieu fonctionne sous 14 tentes disposées en trois rangées. Sous les pieds des élèves, des graviers blanchissent leurs chaussures. Avant de retourner dans sa « salle de classe », un des professeurs lance sur un ton amer : « A partir de 10h dans la matinée, les salles-tentes de cours deviennent des fourneaux. »

Ayiti Kale Je est un partenariat établi entre AlterPresse, la Société pour l'Animation de la Communication Sociale (SAKS), le Réseau des Femmes Animatrices des Radios Communautaires Haïtiennes (REFRAKA), les radios communautaires et des étudiants de la Faculté des Sciences Humaines/Université d'Etat d'Haïti.

Port-au-Prince, 13 fév. 2013

VENUS RESTAURANT
Specializing in Caribbean & American Cuisine

We do Catering Available for all Occasions Fritaille etc..

670 Rogers Avenue (Corner of Clarkson Ave) Brooklyn, NY 11226

«Venus, l'endroit idéal!»
718-287-4949

KATOU RESTAURANT
5012 Ave M (Entre E. 51 et Utica) 10h am - 10h pm

Une innovation dans la cuisine haïtienne à Brooklyn
Tous les plats haïtiens réalisés par une équipe de cordons bleus recrutés sous la supervision de Katou

Griots - Poissons - Poissons Gros Sel - Dinde - Poulet - Cabri - Boeuf - Légumes
Bouillon le samedi - Soupe le dimanche - Bouillie de banane le soir

Appelez le **718-618-0920**
Livraison à domicile
Si vous avez du goût, vous ne lâcherez pas Katou Restaurant

kreole FLAVOR

Caribbean Cuisine
Catering & Take-Out

1738 Flatbush Avenue Brooklyn, N.Y. 11210

718-258-0509

Immaculée Bakery & Restaurant
2 Locations en Brooklyn

Spécialités

- Pâtés • Pain • AK-100 • Gâteaux
- Jus citron • Bonbon amidon
- Bouchées • Cornets
- Pain patate (sur commande)
- Bouillon (chaque samedi)
- Soupe (chaque dimanche)

1227 Nostrand Avenue (entre Hawthorne & Winthrop)
Tél: 718.778.7188

1411 Nostrand Avenue (entre Linden & Martense)
Tél: 718.941.2644

FRITAYE 5 STAR

- Breakfast • Lunch
- Dinner • Fritaille

Catering for all occasions

Gran Pan-Pan Rice FOR SALE:
Wholesale & Retail

1347 Flatbush Avenue (bet. Foster Ave. & E. 26th St.)
Brooklyn, NY 11226
718-975-0915-6

Démission de Benoît XVI, la fin d'un pape très conservateur



Le Pape Benoît XVI

Benoît XVI, qui a annoncé ce lundi matin qu'il démissionnerait fin février, restera comme un pape très conservateur, qui a dû lutter contre les différentes affaires qui ont secoué l'Eglise catholique.

Dans le communiqué émis par Le Vatican, Benoît XVI explique: "Après avoir examiné ma conscience devant Dieu, à diverses reprises, je suis parvenu à la certitude que mes forces, en raison de l'avancement de mon âge, ne sont plus aptes à exercer de façon adéquate le ministère pétrinien." Il affirme: "La vigueur du corps et de l'esprit est aussi nécessaire, vigueur qui, ces derniers mois, s'est amoindrie en moi d'une telle manière que je dois reconnaître mon incapacité à bien administrer le ministère qui m'a été confié."

L'Eglise catholique va donc devoir lui trouver vite un successeur, puisque les échéances sont brèves: "Bien conscient de la gravité de cet acte, en pleine liberté, je déclare renoncer au ministère d'Evêque de Rome, Successeur de saint Pierre, qui m'a été confié par les mains des cardinaux le 19 avril 2005, de telle sorte que, à partir du 28 février 2013 à vingt heures, le Siège de Rome, le Siège de saint Pierre, sera vacant et le conclave pour l'élection du nouveau Souverain Pontife devra être convoqué par ceux à qui il appartient de le faire."

Benoît XVI restera comme un pape conservateur, voire réaction-

naire. Il a ainsi cherché à faire revenir les intégristes dans le giron de l'Eglise, pourvu qu'ils acceptent le Concile. Ce qui l'emmena à lever en janvier 2009, l'excommunication de quatre évêques intégristes dont l'un, le Britannique Richard Williamson, était un négationniste. Tout au long de ce pontificat, il n'a eu de cesse d'appeler les catholiques à renouer avec l'essentiel du message de Jésus, soit avec une vision rigoriste.

Tout à sa tâche de remettre de l'ordre dans l'institution, celui qui a présidé pendant un quart de siècle à la Congrégation pour la doctrine de la foi, ex-Saint Office, a refusé toute évolution de l'Eglise sur les questions de mœurs (avortement, euthanasie, famille, homosexualité). Sa seule concession fut d'admettre l'utilisation du préservatif, mais dans des cas très limités, pour éviter la contamination du sida.

Il provoqua de même une polémique avec le monde musulman avec son discours sur les rapports entre raison et foi à Ratisbonne.

Il a de même tenté de remettre de l'ordre dans une Eglise secouée par de très nombreuses affaires de pédophilie, dans plusieurs pays d'Europe et d'Amérique du Nord, d'abus sexuels commis sur des enfants par des membres du clergé, aggravés par l'"omertà" de la hiérarchie. Condamnant durement ces "péchés" et ordonnant la tolérance zéro, Benoît XVI demandera explicitement "pardon" aux victimes en juin 2010.

En 2012, il est confronté à l'intérieur du Vatican à un scandale de fuites de documents confidentiels, qui verra l'arrestation de son propre majordome, Paolo Gabriele: un symptôme des mécontentements et des divisions dans la Curie.

L'Humanité 11 Février 2013

José Ramón Machado Ventura indique que les changements à Cuba renforceront le socialisme

Par Reynaldo Henquen

José Ramón Machado Ventura, Second Secrétaire du Comité Central du Parti Communiste de Cuba, a réaffirmé que le processus de renouveau et de transformations que vit Cuba, a pour but de renforcer le socialisme, d'approfondir et d'enraciner la Révolution.

Le Premier Vice-président du Conseil d'Etat et du Conseil des ministres de notre pays s'est entretenu avec la centaine de jeunes, récemment élus députés à l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire, qui s'installera le 24 février au Palais des Congrès de La Havane, pour une nouvelle législature de 5 ans. « Les changements ne sont ni formels ni de simples slogans. Il ne s'agit pas non plus de concessions. Nous avons fait et nous continuerons à faire le nécessaire » -a-t-il relevé-, au cours de l'entretien qui



José Ramón Machado Ventura

a eu lieu à l'Ecole Nationale de l'Union des Jeunes Communistes de Cuba « Julio Antonio Mella ».

Se référant à la composition du

parlement, largement renouvelé, José Ramón Machado Ventura a signalé que c'est une image vivante de la société cubaine actuelle et le résultat de l'œuvre de la Révolution et du travail intense et patient ayant pour but de préparer la relève indispensable.

Il a mis l'exemple de l'augmentation de la présence des femmes et des jeunes parmi les candidats élus le 3 février.

Il a ajouté que les jeunes sont la garantie de l'avenir et de la continuité historique de la Révolution.

José Ramón Machado Ventura a mis l'accent sur la nécessité de bien former la relève car -a-t-il signalé- il ne s'agit pas de confier des tâches à des jeunes pour le simple fait qu'ils soient jeunes mais parce qu'ils ont les qualités, les connaissances, la formation, la disposition et le talent nécessaires.

RHC 9 février 2013

Equateur : des plans pour déstabiliser le processus électoral sont dénoncés

Par Michele Claverie

Le président du Conseil National Electoral de l'Equateur, Domingo Paredes, a indiqué qu'une intention de déstabiliser les élections du 17 février et de ne pas reconnaître les résultats existe.

Lors d'une rencontre avec les représentants du corps diplomatique accrédité dans le pays andin, Domingo Paredes a analysé l'ambiance électorale actuelle et a déclaré que plusieurs médias et des organisations politiques se livrent à une campagne ayant pour but

de discréditer le travail de l'institution qu'il dirige.

Le fonctionnaire a dénoncé les rumeurs sur la préparation d'une fraude électorale et a déclaré que si les élections étaient frauduleuses, 320 délégués des cinq continents ne seraient pas présents.

Domingo Paredes a précisé qu'en plus des organisations qui y assisteront en tant qu'observateurs, il y aura une représentation de la plus haute autorité électorale des Etats-Unis. Les divers sondages, donnent le président Rafael Correa favori pour remporter les élections.

RHC 9 février 2013



Domingo Paredes

Un évêque argentin dénonce qu'il a été victime du blocus étasunien contre Cuba

Par Reynaldo Henquen

L'évêque émérite de l'Eglise Méthodiste argentine, Federico Pagura a dénoncé l'abus dont il a été victime à

cause du blocus étasunien contre Cuba, qui l'empêchera de fêter ses 90 ans dans notre pays.

Federico Pagura a relevé qu'il rêvait de fêter son anniversaire à Cuba presque à la fin de sa vie et de présenter un livre qui recueille une partie de sa poésie et de ses mémoires mais que le Département du Trésor des Etats-Unis a bloqué les fonds pour les billets et les hôtels.

L'évêque devait venir à La Havane pour assister à l'Assemblée du Conseil Latino-américain des Eglises, mais la mesure étasunienne arbitraire l'en a empêché.

Dans des déclarations à la presse, Federico Padura a indiqué qu'il s'agit d'une véritable atteinte à la liberté de pensée, de voyager et de s'exprimer. Il a ajouté qu'il existe la ferme intention de tenir en mai prochain la réunion, qui

a dû être ajournée à cause de la politique étasunienne contre Cuba.

Des représentants du Conseil Latino-américain des Eglises au sein duquel il y a une forte présence caribéenne, ainsi que d'autres institutions appartenant au Conseil Mondial des Eglises devraient participer à la rencontre de la capitale cubaine.

RHC 9 février 2013

**INCOME TAXES
RAPID REFUND**

- Electronic Filing
- Real Estate • Insurance
- Notary • Translations

Marie Zamor
35 Years of Experience

Marc Record Tax Services
1020 Rutland Road
(between E. 94th & E. 95th Streets)
Brooklyn, NY 11212
718.953.2928

GO WITH A PRO
Tax & Financial Services

Jean Claude Denis
Income Tax Service

Electronic Filing Service &
Refund Anticipation Checks (Refund Advantage)

- 15 Years Experience
- IRS - E-File
- Year-Round Service
- Income Tax Preparation (All States)
- Notary Public

2804 Church Avenue, 2nd Floor, (between Nostrand & Rogers Aves.)
Brooklyn, NY 11226
718.284.1325 • 917.771.6294

**LA DIFFERENCE
AUTO SCHOOL
LEARN TO DRIVE**

La Différence Auto School

836 Rogers Avenue
(between Church Avenue & Erasmus Street)
Brooklyn, NY 11226

Manager: Ernst Sevère
Tel: 718-693-2817
Cell: 917-407-8201

EXPERT
INCOME TAX PREPARATION

Jean F. Joseph
Global Multi-Services

1776 Nostrand Avenue
(between Glenwood & Avenue D)
Brooklyn, NY 11226

718.282.8986
347.261.4703 cell

Un volume sur Fidel Castro sera présenté à la Foire Internationale du Livre de La Havane

Par Reynaldo Henquen

« Fidel », un livre avec des témoignages graphiques des 6 décennies de vie politique du leader de la Révolution Cubaine, sera présenté au cours de la 22e Foire Internationale du Livre de La Havane.

Le livre contient des photographies faites par Osvaldo Salas,

par Liborio Noval, par Roberto Salas, par Pablo Caballero et par Alex Castro et il fera partie des volumes que présentera la Maison d'Éditions Boloña à la Foire qui commencera ici, à La Havane, le 14 février.

Silvana Garriga, rédactrice en chef de la maison d'éditions du Bureau de l'Historien de la Ville de La Havane, a indiqué que le livre est un hommage à un homme qui a

joué un rôle décisif dans l'histoire et qu'il y est entré en raison de ses qualités.

Avec une impression de luxe, le livre « Fidel » contient aussi des textes d'Armando Hart, de Gabriel García Márquez, d'Eusebio Leal et de Rafael Acosta de Arriba.

Radio Habana Cuba
11 février 2013



Fidel Castro

Suite de la page (7)

Personne ne devrait ignorer la contribution de maître Gourgue dans la longue lutte du peuple haïtien pour accéder à la démocratie durant la dictature. Victime de coups et de blessures de la part des bourreaux du régime macoute lors de la grande bataille, le professeur et maître mérite l'admiration autant qu'un Sylvio Claude, Grégoire Eugène, Constant de Pognon, Lionel Lainé, Evens Paul entre autres, pour ne citer que ces braves qui affrontèrent courageusement le caporalisme des Duvalier. Mais quant à le présenter dans un documentaire avec autant d'apparat cela laisse plus d'un perle.

Le silence de Gérard Gourgue devant l'arrogance de Jean Jacques Honorat, ancien premier ministre de facto qui eut la brillante idée de libérer Luc Désir, ancien responsable des SD sous la dictature, est encore pesant. Le silence de ce dernier face aux crimes des militaires durant la période du coup d'état du 30 Septembre 1991 constitue la preuve qu'il supportait le coup. Et dire qu'il fut défenseur des droits humains. Oû est passée entre-temps la ligue des droits humains du maître?

Gnbiste, Gourgue faisait appel tout haut aux anciens militaires en vue de prendre les armes contre l'ex-président Aristide. Se faisant nommer président Symbolique par la Convergence, nom donné à l'opposition d'alors avant de se convertir en GNB, Gérard Gourgue avait plus l'air d'un clown que toute autre chose. Eminent juriste, son comportement, lors, frisait l'indécence et était un accroc à la morale. Gâteux, Gourgue acceptait sans fléchir ni réfléchir de faire le jeu de la mafia locale en quête d'extase. Allez-le demander à André Apaid.

Gourgue est connu pour ses préjugés de couleur. L'altruisme est loin d'être son fort. Dans les années 80, alors que le Pasteur Sylvio Claude était dans le maquis pour se protéger des rafles de la dictature, maître Gérard Gourgue, directeur d'école, avait renvoyé son fils Sylvio Claude Junior pour n'avoir pas pu s'acquitter à temps de son écolage et pour avoir porté un pantalon noir en lieu et place d'un bleu exigé par son établissement scolaire.

C'est cet homme que Arnold Antonin veut présenter à la jeunesse comme un météore. Un rempart debout. Un roman national doré sur tranche. Une référence éternelle. Une légende. Gérard Gourgue a raté le train de l'histoire pour avoir abandonné le camp des purs pour celui des escarpes. Des éveneurs. Des desperados. Des partisans des canons qui chantent. Point.

Le documentaire de Arnold Antonin est tout simplement un morceau choisi pour amuser la galerie des complexes et du cercle des entre-nous truffé de menteurs, de trafiquants de la souveraineté nationale, d'imbéciles contents, d'idiots utiles, de thuriféraires, d'arrivistes, d'intrigants, de médicres arrogants et d'ignorants bien nés.

Suite de la page (8)

l'objet d'une certaine valorisation à Cuba, elles sont par contre complètement dévalorisées et stigmatisées dans la plupart des pays membres de l'Association des États de la Caraïbe. Il est clair que la politique de la République Dominicaine et de celle des Bahamas à l'endroit des Haïtiens vont à l'encontre du principe de respect et de la protection des droits de l'homme. Il est généralement admis que l'usage et la sauvegarde de la langue maternelle doivent être considérés comme un droit de l'homme. L'article premier de la Déclaration universelle des droits de l'homme stipule que « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits [...] ». Selon les Recommandations d'Oslo concernant les droits linguistiques des minorités nationales,

L'égalité en dignité et en droits présuppose le respect de l'identité de l'individu en tant qu'être humain. La langue est l'une des composantes les plus fondamentales de l'identité humaine. De ce fait, le respect de la dignité d'une personne est intimement lié au respect de l'identité de cette personne, et par conséquent de la langue de cette personne (1998, p. 13).

Se basant sur ces principes, on peut soutenir que le respect de la dignité des immigrants haïtiens dans l'espace caribéen passera nécessairement par le respect de leur identité et donc de leur langue. De ce fait, l'utilisation et la sauvegarde du créole, la langue maternelle ou seconde des minorités haïtiennes, entre dans le cadre du respect et de la protection des droits de l'homme. Autrement dit, le respect et la protection des droits humains de la minorité haïtienne dans la Caraïbe passeront nécessairement par une politique de promotion linguistique ayant pour but de revaloriser la langue et la culture haïtienne. En quoi le choix du français comme langue officielle au sein de la CARICOM, en lieu et place du créole haïtien, est-t-il dans l'intérêt de ces immigrants haïtiens victimes de préjugés dans la Caraïbe? Est-ce que l'intervention du Président Martelly s'inscrit dans le cadre des stratégies que l'État haïtien devrait mettre en place pour assurer le respect et la pro-

tection des droits humains et linguistiques des minorités haïtiennes issues de l'immigration dans les divers pays de la Caraïbe?

La plupart des recherches sociolinguistiques admettent que les deux langues officielles d'Haïti sont utilisées sur son territoire par deux communautés linguistiques distinctes : une grande communauté créolophone défavorisée représentant pas moins de 90% de la population et une petite communauté bilingue privilégiée dite francophone représentant la classe dominante. La grande communauté créolophone défavorisée regroupe les paysans, les prolétaires urbains et des petits commerçants incluant les « madan sara ». Quant à la minorité soi-disant francophone, elle se compose de professionnels, de femmes et d'hommes d'affaires capitalistes et de nos fameux dirigeants politiques. Au nom de laquelle de ces deux communautés linguistiques, le Président Martelly réclame-t-il l'adoption du français comme langue officielle au sein de la CARICOM? Est-ce que c'est au nom de la majorité du peuple haïtien ou au nom de la petite minorité dominante à laquelle il fait partie?

Il est inutile, de toute façon, d'essayer de répondre à cette question rhétorique puisque la réponse est évidente. Il y a une tradition de non-respect des droits humains et linguistiques de la majorité créolophone unilingue par la classe dominante, et ceci constitue l'un des problèmes les plus fondamentaux de la société haïtienne. Le chef de l'État n'est pas censé prendre des décisions politiques qui conviennent seulement à la minorité. Son rôle est plutôt de défendre les intérêts de la majorité de la population. Or, l'histoire nous apprend que cela n'a jamais été le cas en Haïti. À l'époque coloniale, l'État était représenté par une minorité de colons et son rôle était de protéger les intérêts de ces derniers au détriment de la masse des esclaves qui, pourtant était démographiquement supérieure à celle des colons. La révolution de 1804, qui était censée mettre un terme à cette injustice sociale, n'a manifestement pas réussi puisque la majorité de nos chefs d'état

successifs se sont comportés jusqu'à nos jours comme des colons vis-à-vis de la masse créolophone.

En dépit de tous ces facteurs sociolinguistiques négatifs contribuant à la dévalorisation du créole, celui-ci a quand même réussi à passer du statut de langue vernaculaire à celui de langue nationale pour enfin arriver à celui de langue co-officielle en Haïti. Considérant le contexte de rapports d'inégalité sociale dans lequel le créole s'est développé depuis la colonisation jusqu'à la fin du XXe siècle, la société haïtienne a réalisé un exploit extraordinaire en faisant de cette langue ce qu'elle est aujourd'hui. Étant le pays le plus avancé au monde en matière de développement du créole, Haïti a en fait beaucoup à offrir dans les domaines linguistique et culturel aux autres états membres de la CARICOM avec lesquels il partage la culture créole et l'usage de cette langue.

Pendant que le Président Martelly fait la sourde oreille aux appels de l'équipe du Rectorat de l'UEH et du Comité pour la création de l'Académie en ce qui concerne la promotion du créole haïtien, il veut rencontrer Monsieur Abdou DIOUF pour faire avancer le dossier de l'adoption du français au sein de la CARICOM. Qu'est-ce qui peut bien expliquer un tel comportement? Est-ce que cela relève de l'aliénation collective dont sont victimes plusieurs de nos compatriotes? Ou s'agit-il tout simplement d'une stratégie pour entrer dans les bonnes grâces de la France et de l'Organisation Internationale de la Francophonie? Quelles qu'en soient les raisons, rien ne peut prouver la légitimité du français dans l'espace de la CARICOM. Ce qui est, par contre, justifiable et justifié, c'est le rôle extrêmement important que le créole est naturellement appelé à jouer dans la CARICOM et dans toute la Caraïbe.

Références bibliographiques

Discours de Joseph Michel Martelly, Président de la République d'Haïti - St Kitts et Nevis, le 1er juillet 2011. (2011), in <http://www.francophonie.org/Discours-de-Joseph-Michel-Martelly.html>
Fielding, W. J., Ballance, V., Scriven,

C., McDonald, T., & Johnson, P. (2008). The stigma of being "Haitian" in The Bahamas. *COB Research Journal*, 14, 38-50, in <http://researchjournal.cob.edu.bs>
Human Rights Delegation report on Haitians in The Bahamas, June 1994. (1994), in <http://avalon.law.yale.edu/diana/haitibahama.asp>
International Organization for Migration. (2005). *Haitian migrants in the Bahamas, 2005*. Geneva: Author, in http://iom.int/jahia/webdav/site/myjahiasite/shared/shared/main/site/published_docs/books/Haitian_Migrants_Report.pdf
Léger, F. (mai 2012). Haïti-Bahamas : Coup d'œil sur l'immigration haïtienne dans cet archipel des Caraïbes, in <http://www.alterpresse.org/spip.php?article12944>
Léger, F. (octobre 2011). Création de l'Académie du créole haïtien : futilité ou utilité sociale? in <http://www.alterpresse.org/spip.php?article11816>
Léger, F. (2010). Le créole haïtien aux Bahamas: image, fonctions, statut et enseignement. *Journal of Haitian Studies*, UC Santa Barbara, Vol. 16, No. 2.
Léger, F., Armbrister, A. P. (2009). Factors affecting the teaching and learning of Haitian Creole in The Bahamas. *The College of The Bahamas Research Journal*, Vol. 15, 22-35, in <http://journals.sfu.ca/cob/index.php/files/article/view/118/119>
OCDE. (2008). Les migrants et l'emploi, Volume 2: *L'intégration sur le marché du travail en Belgique, en France, aux Pays-Bas et au Portugal*. Ed. OCDE.
Office of the OSCE High Commissioner on National Minorities (1998). *Recommandations d'Oslo concernant les droits linguistiques des minorités nationales & Note explicative*. The Hague: Author, in <http://www.aedh.eu/Recommandations-d-Oslo-concernant.html>

*Frenand Leger, PhD Candidate
University of Toronto
Department of French
50 St. Joseph Street
Toronto ON M5S 1J4
Auteur de Pawò lakay

Jobs! Jobs! Jobs!

Job Placement with Diploma
Get a job with your **19A** or **Board of Education Certification**.

Many companies are looking to hire **BUS ATTENDANTS** and **CDL B DRIVERS immediately!**
No Experience Needed. \$10 - \$15 an hour.

BUS MATRON CLASS starts FEBRUARY 16, 2013.

Call Raoul at **718.282.7792** or
email technicdrivingschool@yahoo.com

Technic Driving School,
1207 Rogers Ave Brooklyn, NY 11226

RESOLVE STUDENT

Are you struggling with your student loans? In danger of losing your tax refund or having your wages garnished? Call our experts. We can assist you at a reasonable price.

Free Consultation!
Call: 347-871-5188

Case des Sept Vierges (Seven Virgins Cabin)

Voulez-vous tout savoir de vous? De vos Dieux? Stérilité? Amours? Travail? Comment parler à vos anges cependant proches de vous? Comment guérir vos maux pas toujours simples ou naturels?

Would you not like to know about yourself? Your Gods? Luck? Money? Love in your life? Sterility? Your angels, talk to them? Your disease not always simples?

Ou ta renmen konnen sekrè lavi w? Pou kisa ou pa gen djòb? Kòb? Pitit? Chans? Kote zanj k ap veye w? Pale avèk li ? Rele li pou maladi ki pa natirèl?

Appelez

Call: Doc AGLEB
Rele: 646-377-4851

Du feu sous la volonté apparente...

Suite de la page (20)

il est clair que le président Martelly a perdu son pari dans le cœur des foules. Et magistralement !

Le carnaval est une tradition bien implantée dans la culture et la mémoire haïtiennes. C'est la fête du corps, des reins, des yeux et des oreilles. C'est aussi le temps de la « goyade » et du dévouement collectif. Le carnaval consacre un moment d'égalité de toutes les couches sociales qui se fondent dans l'euphorie des grands défilés. Les masques servent alors à cacher des excès et à atténuer des comportements parfois indécentes. C'est le triomphe de la sensualité. On s'amuse follement dans le décor féérique créé par des rythmes endiablés, des couleurs vives, des masques, des confettis, des déguisements, etc. Les « machan fèy », expertes en grivoiseries, peuvent vous assommer de leurs prescriptions pour impotence et même pour réveiller les morts. Dans ce joyeux désordre, les figurants se lancent dans le défilé avec le charme, l'exubérance et la magie des « la mayotte » et des « chaloska » qui débitent des tours de passe-passe avec spontanéité et improvisation. Les foules souvent emportées vers la casse retrouvent le visage bon enfant caractéristique de leurs penchants naturels. Dommage que les régimes dictatoriaux veuillent toujours exploiter de si belles traditions uniquement à des fins de mystification de la population.

À côté de son aspect ludique et culturel, le carnaval a son propre aspect politique et satirique qui prend de multiples formes et se donne une couleur locale variant selon la conjoncture. Cela peut être tout simplement le boycottage de certains groupes carnavalesques comme on l'a vu dans les derniers mois de la présidence de Louis Borno en 1928. Les groupes populaires d'alors chantèrent les funérailles symboliques du chef de l'État. Puis, l'année suivante, en 1929, nombre de jeunes et autres victimes du système participaient à cœur joie avec le groupe orthophonique GB (Gro Bouzen) sans se laisser manipuler par le gouvernement. Georges Corvington nous rappelle que le carnaval est à nouveau boycotté en 1930 [2]. L'heure n'est pas à la fête car les Haïtiens veulent mettre fin à l'occupation américaine et au gouvernement du président Borno. La fête du carnaval est et a été de tous les temps un enjeu de pouvoir.

En voulant frapper un grand coup l'an dernier, le gouvernement Martelly lançait l'idée d'un carnaval national qu'il célébrait officiellement aux Cayes. On se rappelle encore le spectacle désolant des ministres du gouvernement festoyant jusqu'à 8 heures du matin le mercredi des cendres pour brûler les masques. La pénitence ainsi infligée à certains membres du cabinet n'a rien ajouté au succès pour le moins discuté de ce carnaval quand on considère les maigres retombées politiques et économiques en 2012. Un grand coup pour rien !

Cette année, c'est le Cap-Haïtien. Le résultat sera-t-il différent ? Dans l'économie politique des simulacres

[3] qui entretient un semblant de normalité, à bien des égards, le carnaval ressemble à s'y méprendre à une fuite en avant. Le pouvoir entretient avec insistance le mythe de l'affluence et de la vie facile. En rupture avec l'ordre de la bienséance, certains en profitent pour donner de nouveaux tours à la haine de l'esprit. Cela se fait par étapes en commençant par la plaisanterie avant de donner le champ libre à l'imagination déglinguée. À la haine de tout ordre quel qu'il fût. C'est la gaudriole du carnaval permanent. Le refus de sobriété est manifeste. Il faut être folâtre et rire à tous les coups. Pour le gouvernement coincé dans le sur-place, le principe du plaisir est le seul qui vaille. Avec un budget qui dépend à 60% de l'aide étrangère, le gouvernement Martelly, le dos au mur, cherche une bouffée d'oxygène en se lançant dans une politique carnavalesque tous azimuts. Temps de frivolité que résume bien la méringue *Nou pap ka mate li* du groupe Kanpèch.

Les 319 millions de gourdes utilisés pour financer les trois carnivals des Cayes en février 2012, à Port-au-Prince en juillet 2012 et au Cap-Haïtien en février 2013 auraient pu servir à financer la construction de plus de 3,000 maisons au coût unitaire de 100 000 gourdes pour loger les personnes vivant encore sous les tentes. Il est difficile de concevoir des gens qui trouveraient à redire devant la proposition du gouvernement d'allouer l'argent des carnivals à une cause aussi noble. À moins de penser que les Haïtiens sont d'un égoïsme abyssal doublé d'un insupportable obscurantisme et ne peuvent pas distinguer entre le fondamental et l'accessoire.

Dans les années 1960, le duvaliérisme a plongé la population dans les polémiques Nemours/Sicot pour tenter de la détourner de la politique et des préoccupations sociales. L'idéal inculqué à la jeunesse a été de savoir jouer un instrument de musique pour s'amuser et survivre. Avec le jean-claudisme des années 1970, les tonton-macoutes se sont investis dans les boîtes de nuit pour faire d'Haïti un gigantesque lupanar. Un peu comme le dictateur Batista avait voulu faire de Cuba. Depuis, Haïti est devenue une grande discothèque avec des fêtards à toutes les heures au point que l'un d'entre eux soit devenu président de la République en 2011. C'est le temps des réjouissances et de l'inconscience. On danse sur un rythme envoûtant sans se rendre compte qu'on s'achemine à grands pas vers la catastrophe.

Les fêtards ne se préoccupent pas du nuage de fumée et de l'odeur de brûlé qui les enveloppent. Ils s'amuse entre eux et avec un pays. Dans l'impassibilité et l'indifférence ambiante, la politique actuelle est le reflet le plus éclairant d'une époque de raillerie systématique à l'endroit des choses de l'esprit. L'indéniable fortune du musicien Martelly à la présidence d'Haïti aujourd'hui est la sombre ironie de la victoire tardive d'un courant qui persiste à croire que le déterminant fondamental de la marche de l'histoire

ce n'est pas la lutte des classes mais le plaisir. Le sexe tient lieu maintenant de programme politique. Il est devenu à la fois vision collective, moyen de chantage et/ou de promotion, motivation de la vie et enfin finalité de tout. Dans cette perspective joyeuse, seuls survivront ceux qui seront partis discrètement de la discothèque avant que la foule des fêtards se rue vers la sortie parce qu'elle aura enfin subodoré le brûlé au travers du nuage de fumée bleue.

de esprits stérilisés par le duvaliérisme et qui continue avec le non-sens, le kale wès et le bluff dénoncés dans le Piout-Piout de Boukman Eksperyans ! La justice en Haïti est totalement discréditée et aucun cabinet d'affaires jouissant de la moindre renommée internationale ne conseillera à ses clients de mettre les pieds dans ce pays. C'est le règne de la jungle. Les exemples des méfaits abondent. Qu'il s'agisse de la libération en novembre 2012 de

Jean-Claude Duvalier ont été des crimes contre l'humanité au moment de leur perpétration entre 1971 et 1986. Ces victimes, leurs parents et les survivants méritent de voir leur cas, enfin saisi par la Justice. En conséquence, la décision du Juge Carvès doit être et attend d'être renversée. [5] »

L'évidence crève les yeux : un pays dont le système judiciaire est aussi anarchique ne peut attirer aucun investissement étranger sérieux sinon que des flibustiers. Aucun investisseur ne se sent protégé quand la loi ne peut être protégée et imposée par une justice indépendante.

L'économie haïtienne, et encore plus la société haïtienne, est une poudrière qu'une étincelle suffit à faire exploser. La production agricole continue sa chute vertigineuse et un pourcentage croissant de la population ne peut subsister qu'en ayant recours à l'aide alimentaire. La curieuse arithmétique du malheur haïtien se résume ainsi : Pour un dollar dépensé en aide à l'industrie d'assemblage, on réduit de trois dollars l'aide qui allait à l'agriculture. Les résultats sont catastrophiques et dépassent toutes les projections des planificateurs de l'enfer haïtien. Il y de cela 25 ans, Haïti produisait 80% du riz, du maïs, du sucre, des pois et des poulets qu'elle consommait. Aujourd'hui elle importe plus de 80% de cette consommation, dont la majeure partie est financée par les transferts de fonds en provenance de la diaspora. De plus, les prix de ces denrées alimentaires ont connu des hausses significatives au cours des 20 derniers mois, c'est-à-dire de la prise du pouvoir du gouvernement Martelly en juin 2011 à janvier 2013.

Une économie dirigée par des incompetents

Cette inflation affecte particulièrement les prix du pois noir et du maïs local qui ont augmenté respectivement de 53% et 50% au cours de la période considérée. C'est aussi le cas pour le maïs importé et le petit mil qui ont vu leurs prix grimper respectivement de 36% et 33% entre Juin 2011 et Janvier 2013. Les employés révoqués réclamant 36 mois de salaires impayés, l'augmentation des prix des terrains dans le Nord en prévision d'hypothétiques investissements dans les mines d'or, la fermeture de 12 distilleries et guildives dans la plaine du Nord occasionnées par suite des importations d'éthanol de la République Dominicaine, sont autant d'éléments expliquant le mécontentement des populations du Nord [6]. Un désenchantement que le gouvernement espère désamorcer avec les déhanchements du carnaval 2013. Alchimie malicieuse et cacasse d'une politique de décentralisation par l'absurde ! À la recherche d'une victoire à la Pyrrhus pendant que le feu couve sous la volonté apparente de s'amuser et d'amuser. L'économie haïtienne souffre d'un escamotage fondamental consistant à contourner la question financière, pourtant essentielle dans tout processus de développement. Cet escamotage ne vient pas d'aujourd'hui. Il est ancestral. On peut s'en convaincre en étudiant la désinvolture avec laquelle le président Boyer conduisit les négociations de la dette de l'indépendance en 1825. Un siècle plus tard, en 1922, on peut encore observer cette même désinvolture dans le contrat signé entre le Département d'État américain et la Banque Nationale d'Haïti (BNH) devenue banque américaine d'alors, après avoir été banque française en 1880, quand le président Salomon l'a cédée à la banque française Société Générale de Crédit Industriel et Commercial. Les ressources financières d'Haïti seront dérobées à la faveur non seulement de l'habileté des banquiers français et américains et de leurs gouvernements mais aussi et surtout de la sottise et la bêtise des dirigeants haïtiens.

En effet, les ministres des Finances haïtiens Jean Charles Pressoir et Louis Éthéard, sous lesquels le contrat de 1922 fut signé, acceptèrent que la BNH et la City Bank ne paient pas les taux d'intérêts en vigueur sur les surplus du gouvernement déposés à la BNH. Ces fonds qui ne lui coûtaient rien étaient à leur tour prêtés par la BNH au taux annuel de 9%. Ces ministres des Finances iront jusqu'à défendre leur

Suite à la page (15)



À écouter les méringues carnavalesques qui sont si acerbes à son endroit, il est clair que le président Martelly a perdu son pari dans le cœur des foules. Et magistralement !

Investisseurs sérieux ou flibustiers

La note 15 sur 100 obtenue par le Centre de Facilitation des Investissements (CFI) en Haïti dans le rapport intitulé Global Investment Promotion Benchmarking 2012 constitue un indicateur de plus de l'état de dislocation de la gestion économique du pays. Cet indicateur fait éclater au grand jour les contradictions d'un pouvoir que tout le monde connaît et que le gouvernement croit pouvoir vivre en sourdine. L'obligation informelle de Marie Danielle Bernardin de retirer sa plainte contre Josué Pierre Louis, à cause des dangers que l'assignation en justice de cet ami du président Martelly lui fait courir, souligne les risques encourus par toute personne ayant un différend avec un proche du régime en place. L'expérience du gouvernement Martelly dément à chaque seconde la propagande « Haïti is open for business ». Un vœu chiméri-

l'assassin Calixte Valentin, conseiller du président Martelly, coupable du meurtre de l'entrepreneur Octanol Derissaint à Fond Parisien, ou de l'attentat contre le jeune journaliste Wendy Phèle laissé pour mort à Hinche en mars 2012. Que l'on se réfère aux pressions et intimidations exercées sur le tribunal en décembre 2012 dans l'affaire Marie Danielle Bernardin vs Josué Pierre-Louis [4]. On n'est pas près d'oublier non plus le traitement de faveur donné à Jean-Claude Duvalier en janvier 2012 pour des crimes contre l'humanité qui ne peuvent bénéficier d'aucune prescription.

C'est ce que démontre William G. O'Neill, avocat spécialiste des questions de droits de l'homme et conseiller des Nations-Unies sur le Kosovo. Il écrit : « Haïti a reconnu la juridiction du tribunal interaméricain et se trouve donc liée par ses principes. Les exactions aboutissant aux milliers de victimes assassinées, torturées et disparues sous le règne de

TAP TAP HAITIAN RESTAURANT



TAP TAP Restaurant supporting the Haitian people in their struggle for justice and democracy.

819 FIFTH STREET MIAMI BEACH, FLORIDA 33139
Tel. (305) 672-2898

LACROIX MULTI SERVICES

Tel: **718-703-0168** * Cell: **347-249-8276**

1209 Rogers Avenue, Brooklyn, NY 11226

www.lacroixmultiservices.com

- Income Tax • Electronic Filing
- Refund Anticipation Check (RAC)
- Direct Deposit - IRS Check
- Business Tax • Notary Public
- Immigration Services
- Translation, Preparation, Application, Inquiry letters
- 6 Hour Defensive Driving Course • Fax Send & Receive
- Resume • Property Management • Credit Repair



Du feu sous la volonté apparente de s'amuser et d'amuser !

Par Leslie Péan

Le gouvernement Martelly se veut celui de la gaieté et du rire. Double méprise, car il n'y a ni motif ni fondement pour de la joie. Face aux exigences d'ascèse de notre réel, Haïti croupit sous les instincts suicidaires d'un groupe de jouisseurs qui prennent plaisir à dépenser sans compter les maigres recettes de l'État. Démarche vaine, aléatoire et dangereuse. Le sénateur Moïse Jean-Charles, représentant du département du Nord, prend le contrepied de la propagande du gouvernement qui entretient une politique de

l'illusion. Il déclare : « C'est à la pelle que le président Joseph Michel "Sweet Micky" Martelly est en train de vider l'argent du trésor national au bénéfice de sa famille et de ses amis dans de coûteux voyages à l'étranger, location d'aéronefs, acquisitions de véhicules, et retraits irréguliers de la Banque Centrale d'Haïti [1]. » Des pratiques déroutantes d'achats d'objets de luxe qui se sont répandues au point de devenir inconscientes. Des pratiques regrettables pour la grande majorité mais pour lesquelles le gouvernement se félicite.

Ayant compris la place que la musique populaire joue

dans l'identité d'une majorité acceptant la médiocrité comme valeur, Michel Martelly a surfé sur l'innovation d'un rythme apprécié par la jeunesse pour partir à la conquête des cœurs et des esprits. Et avec des constructions telles que Poze, tèt fret, Pa manyen, etc., il s'est faufilé dans leur soif d'oubli et de défoulement. À société de carnaval, politique de carnaval répond-t-il en installant une atmosphère de gaieté entrelacée de moments d'humour et surtout de légèreté. Mais se byen konte mal kalkile ! À écouter les méringues carnavalesques qui sont si acerbes à son endroit.

Suite à la page (19)

FADKIDJ VARIETY STORE
TAX SERVICES

**GET YOUR MONEY BACK
THE WAY YOU WANT IT.**

CERTIFIED TAX PREPARATION
MULTIPLE PREPARERS:
NO WAIT!
CONVENIENTLY LOCATED.

PREPAID MASTERCARD
• REFUND CHECK
• DIRECT DEPOSIT
• MAIL

13886 West Dixie Highway, North Miami, FL 33161
305.492.3149

Grand Dîner de Solidarité

Avec
Haiti Liberté

Samedi 27 Avril 2013, au Lady of Miracle's Auditorium
Situé au 741 East 86th Street Brooklyn, NY
entre Glenwood et Flatland Aves
De 9h du soir à 3h du matin



Animation : Rétro Band

Vous êtes tous invités à venir nous soutenir par votre participation, particulièrement tous ceux là touchés par l'ampleur de notre travail et qui sont conscients des difficultés que nous éprouvons à faire paraître ce journal d'indéfectible défense du peuple haïtien.

Samedi 27 Avril 2013, au Lady of Miracle's Auditorium

Donation : \$50.00 par personne, à la porte \$60.00

Information : 718-421-0162

Konbit Ayisyen pou Kore Lakay (KAKOLA)
Haitian Coalition to Support Haiti

Cordially Invites You to
Its Eight Annual Dinner Dance
On Saturday, March 16, 2013
Nine o'clock in the evening

at
New Hyde Park Lodge
901 Lakeville Road
New Hyde Park, NY 11040

Donation: \$70.00 per person
Proceeds Will Fund Our Support Work in Haiti

FOR RESERVATIONS, PLEASE CALL (917) 251-6057
EMAIL: KONBITLA@YAHOO.COM

Your Presence Will Be Greatly Appreciated!

SHIP YOUR CAR FROM NYC TO HAITI:

ONLY \$1,450
(INCLUDES APN PORT FEES)

RECEIVE A SPECIAL GIFT WHEN YOU BRING THIS AD WITH YOUR SHIPMENT.

THE ONLY FREIGHT COLLECTOR IN NEW YORK THAT OWNS THEIR SHIP (M/V GREY SHARK)

DEVON SHIPPING INC.

• CARS • TRUCKS • TRAILERS
• BUSES • CONSTRUCTION EQUIPMENT
ROLL-ON • ROLL-OFF

DELIVERIES RECEIVED OPPOSITE
115 VAN BRUNT ST.,
BROOKLYN, NY
RED HOOK CONTAINER TERMINAL

HOURS: • MON-FRI 8AM - 5PM
• SAT-SUN 9AM - 3PM
NOU PALE KREYÒL
718-243-2929